



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE

RECUEIL
DES
ACTES
ADMINISTRATIFS

ANNEE 2017 - NUMERO 47 DU 15 février 2017

TABLE DES MATIERES

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DU PAS-DE-CALAIS

Contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet n° 62-16406 GAEC LETERME à POULAINVILLE.

Contrôle des structures – Décision de prolongation d'une demande d'autorisation d'exploiter GAEC LETERME à POULAINVILLE.

Contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet n° 62-16440 EARL DU SECRET à PUISIEUX.

Contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet n° 62-16461 M. BRIDAULT à WARDRECQUES.

Contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet n° 62-16406 SCEA DE LA SCARPE à MONT-SAINT-ELOI.

Contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet n° 62-16399 EARL LE BOIS D'AVEIN à AYETTE.

Contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet n° 62-16439 M. DUBOIS DE HOVES DE FOSSEUX à FOSSEUX.

Contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet n° 62-16331 M. PARENT à WAILLY.

Contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet n° 62-16448 GAEC BOUTILLIER à PRESSY.

Contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet n° 62-16458 EARL LE RIEZ à SECLIN.

Contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet n° 62-16465 M. CAROUX à PERNES-LES-BOULOGNE.

Contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet n° 62-16434 M. SENICOURT à OFFEKERQUE.

Contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet n° 62-16445 GAEC LOIR à WILLERVAL.

Contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet n° 62-16455 EARL DES TROIS BERGERS à OYE-PLAGE.

Contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet n° 62-16346 EARL DELCOUR à AGNIERES.

Contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet n° 62-16466 GAEC DU MOULIN à NEDON.

Contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet n° 62-16373 Mme LALLIER à PUISIEUX.

Contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet n° 62-16436 GAEC DES DEUX CANTONS à HERMIN.

Contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet n° 62-16444 EARL TOURET DE BEAUREGARD à CAMIERS.

Contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet n° 62-16474 M. BAILLY à WAVRANS-SUR-TERNOISE.

Contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet n° 62-16428 M. MOREL à ATTIN.

Contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet n° 62-16394 M. BLANCHARD à ANNOEULLIN.

Contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet n° 62-16386 GAEC DES DEUX HAMEAUX à WISMES.

Contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet n° 62-16418 SCEA DILLIES à FLEURBAIX.

Contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet n° 62-16422 M. RINGOT à VERCHOCQ.

Contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet n° 62-16381 M. BECUE à LESTREM.

Contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet n° 62-16322 M. DHALLEINE à LEFAUX.

Contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet n° 62-16382 M. VANXEEM à FLEURBAIX.

Contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet n° 62-16378 EARL DE LA FERME DES LIONS à LICQUES.

AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ HAUTS-DE-FRANCE

ARRETE N° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/418 PORTANT MODIFICATION DE LA DOTATION ANNUELLE DE FINANCEMENT APPLICABLE EN 2016 AU GROUPE HOSPITALIER DE LOOS HAUBOURDIN (FINESS N° 590053120).

ARRETE N° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/386 PORTANT MODIFICATION DE LA DOTATION ANNUELLE DE FINANCEMENT APPLICABLE EN 2016 AU GROUPE HOSPITALIER DE SECLIN CARVIN (FINESS N° 590780227).

ARRETE N° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/507 PORTANT MODIFICATION DE LA DOTATION ANNUELLE DE FINANCEMENT APPLICABLE EN 2016 AU GCS DU GPT DES HOPITAUX DE L'ICL (FINESS N° 590051801).

ARRETE N° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/382 PORTANT MODIFICATION DU MONTANT DE L'ENVELOPPE MIGAC APPLICABLE EN 2016 A L'HOPITAL A DOMICILE DU DOUAISIS (FLERS EN ESCREBIEUX) (FINESS N° 590032108).

ARRETE N° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/451 PORTANT MODIFICATION DU MONTANT DE L'ENVELOPPE MIGAC APPLICABLE EN 2016 A L'HOPITAL PRIVE LA LOUVIERE – LILLE (FINESS N° 590780383).

ARRETE N° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/433 PORTANT MODIFICATION DE LA DOTATION ANNUELLE DE FINANCEMENT APPLICABLE EN 2016 A LA PLAINE DE SCARPE LALLAING (FINESS N° 590790473).

ARRETE N° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/384 PORTANT MODIFICATION DE LA DOTATION ANNUELLE DE FINANCEMENT APPLICABLE EN 2016 A LA MAISON MEDICALE JEAN XXIII (FINESS N° 590049565).

ARRETE N° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/429 PORTANT MODIFICATION DE LA DOTATION ANNUELLE DE FINANCEMENT APPLICABLE EN 2016 A L'HOPITAL DE JOUR DE LA M.G.E.M. (FINESS N° 590785341).

ARRETE N° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/449 PORTANT MODIFICATION DU MONTANT DE L'ENVELOPPE MIGAC APPLICABLE EN 2016 A LA POLYCLINIQUE DU BOIS – LILLE (FINESS N° 590780268).

ARRETE N° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/325 PORTANT MODIFICATION DU MONTANT DE L'ENVELOPPE MIGAC APPLICABLE EN 2016 A SANTELYS CENTRE D'AUTODIALYSE FACHES-THUMESNIL (FINESS N° 590035200).

ARRETE N° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/343 PORTANT MODIFICATION DU MONTANT DE L'ENVELOPPE MIGAC APPLICABLE EN 2016 A SANTELYS DIALYSE A DOMICILE (FINESS N° 590784914).

ARRETE N° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/329 PORTANT MODIFICATION DU MONTANT DE L'ENVELOPPE MIGAC APPLICABLE EN 2016 A SANTELYS UNITE DE DIALYSE DE LA BASSEE (FINESS N° 590040325).

ARRETE N° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/322 PORTANT MODIFICATION DU MONTANT DE L'ENVELOPPE MIGAC APPLICABLE EN 2016 A SANTELYS UNITE DE DIALYSE DE LOOS (FINESS N° 590031738).

ARRETE N° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/346 PORTANT MODIFICATION DU MONTANT DE L'ENVELOPPE MIGAC APPLICABLE EN 2016 A SANTELYS HAD LILLE METROPOLE (FINESS N° 590812509).

ARRETE N° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/347 PORTANT MODIFICATION DU MONTANT DE L'ENVELOPPE MIGAC APPLICABLE EN 2016 A SANTELYS CENTRE D'AUTODIALYSE DE MONS EN BAROEUL (FINESS N° 590813341).

ARRETE N° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/340 PORTANT MODIFICATION DU MONTANT DE L'ENVELOPPE MIGAC APPLICABLE EN 2016 A SANTELYS UNITE D'AUTODIALYSE FLERS/ESCREBIEUX (FINESS N° 590047361).

ARRETE N° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/332 PORTANT MODIFICATION DU MONTANT DE L'ENVELOPPE MIGAC APPLICABLE EN 2016 A SANTELYS UNITE DE DIALYSE DE LILLE (FINESS N° 590044640).

ARRETE N° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/334 PORTANT MODIFICATION DU MONTANT DE L'ENVELOPPE MIGAC APPLICABLE EN 2016 A SANTELYS UNITE DE DIALYSE DE PONT-A-MARCQ (FINESS N° 590045951).

ARRETE N° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/417 PORTANT MODIFICATION DE LA DOTATION ANNUELLE DE FINANCEMENT APPLICABLE EN 2016 A L'UGEAM NORD – PAS-DE-CALAIS PICARDIE (FINESS N° 590039863).



PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le **27 SEP. 2016**

Service de l'économie agricole
Unité entreprises et foncier agricoles

GAEC LETERME
(Messieurs Ludovic et Nicolas LETERME)
36 rue de la vallée
80260 POULAINVILLE

Réf : SEA/ND/62-16406
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Messieurs,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter concernant la reprise d'une superficie supplémentaire dont les parcelles sont détaillées ci-dessous, provenant de l'exploitation de Monsieur Patrick LALLIER de PUISIEUX.

| Communes | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|----------|------------------------|-----------------|--|
| PUISIEUX | ZH 27 | 1 ha 04 a 80 ca | Patrick LALLIER à PUISIEUX |
| | ZH 45 | ha 74 a 60 ca | |

Superficie totale : 1 ha 79 a 40 ca

Votre dossier est enregistré complet le 30/08/2016 sous le numéro 62-16406.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'Administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le **31/12/2016**, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisés avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,
la Chef du Service de l'économie agricole,



Mathilde GUERAND

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.



At le 31/12/16

PRÉFET DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt
Hauts-de-France

A

Service Régional de la Performance
Economique et Environnementale des
Entreprises

GAEC LETERME
(Messieurs Ludovic et Nicolas LETERME)
36 rue de la Vallée
80260 POULAINVILLE

Réf. : 62-16406

Amiens, le

22 NOV. 2016

Contrôle des structures

Décision de prolongation d'une demande d'autorisation d'exploiter

Vu le Code rural et de la pêche maritime et en particulier l'article R. 331-6 ;

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée par le GAEC LETERME à POULAINVILLE enregistrée le 30/08/2016 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Monsieur Michel LALANDE, en qualité de préfet de la région Nord - Pas-de-Calais Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature du Directeur régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt n° du 17 juin 2016 et la décision de subdélégation en date du 20 juin 2016 ;

Considérant la nécessité de recenser et d'examiner l'ensemble des candidatures ;

Sur proposition du Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt :

ARTICLE 1 : le délai d'instruction de la demande du GAEC LETERME à POULAINVILLE enregistrée le 30/08/2016 est porté à 6 mois à compter de la date d'enregistrement.

ARTICLE 2 : l'autorisation d'exploiter sera réputée acquise si aucune décision n'a été notifiée à la date du 01/03/2017.

ARTICLE 3 : le Secrétaire général de la Préfecture du Pas-de-Calais et le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés de l'exécution de la présente décision.

Pour le Préfet, par délégation,
Le Directeur Régional
de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt

LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT
François Bonnet

Cette décision de prolongation peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation : par **recours gracieux** auprès de l'auteur de la décision ou **hiérarchique** adressé au Ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (DGPE - S/Direction des exploitations agricoles). L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivants.

DRAAF Hauts-de-France : 518 rue Saint Fuscien - CS 90069 - 80094 AMIENS CEDEX 3
Téléphone : 03.22.33.55.55 - Fax : 03.22.33.55.50 - <mailto:srpe.draaf-hauts-de-france@agriculture.gouv.fr>
Nos bureaux sont ouverts du lundi au vendredi de 8H45 à 11H45 et de 13H45 à 16H00

At le 27/01/17

PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le **03 NOV. 2016**

Service de l'économie agricole
Unité entreprises et foncier agricoles

EARL DU SECRET
(Madame Françoise GHYS,
Monsieur Julien GHYS
et Monsieur Sébastien LALOUX)
14 rue du 8 mai
62116 PUISIEUX

Réf : SEA/ND/62-16440
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Madame, Messieurs,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter concernant la reprise d'une superficie supplémentaire détaillée ci-dessous, provenant de l'exploitation de Monsieur Patrick LALLIER de PUISIEUX.

| Communes | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|----------------|------------------------|-----------------|--|
| PUISIEUX (62) | ZH 104 | 1 ha 51 a 60 ca | Patrick LALLIER à PUISIEUX |
| MIRAUMONT (80) | ZB 40 | ha 50 a 20 ca | |

Superficie totale : 2 ha 01 a 80 ca

Votre dossier est enregistré complet le 26/09/2016 sous le numéro 62-16440.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le **27/01/2017**, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisés avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,
la Chef du Service de l'économie agricole,


Mathilde GUÉRAND

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.



PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le

03 NOV. 2016

Service de l'économie agricole
Unité entreprises et foncier agricoles

Monsieur Julien BRIDAULT
122 rue Pottier
62120 WARDRECQUES

Réf : SEA/ND/62-16461
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter tendant à autoriser votre installation par la reprise d'un atelier hors-sol d'élevage de lapins de 684 cages provenant de l'exploitation de Monsieur Patrice PLANCK.

| Communes | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|-------------|------------------------|---------------|--|
| RACQUINGHEM | A1 45 | ha 12 a 00 ca | Patrice PLANCK à RACQUINGHEM |

Superficie totale : ha 12 a 00 ca

Votre dossier est enregistré complet le 04/10/2016 sous le numéro 62-16461.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le 05/02/2017, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisé avant la date citée ci-dessus.

Le service Instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,
la Chef du Service de l'économie agricole,

Mathilde GUÉRAND

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.

PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le

09 NOV. 2016

Service de l'économie agricole
Unité entreprises et foncier agricoles

SCEA DE LA SCARPE
(Mesdames Maryline et Karine LEBLANC et
Monsieur Yannick LEBLANC)
27 rue de l'École
62144 MONT-SAINT-ÉLOI

Réf : SEA/ND/62-16464
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Mesdames, Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé auprès de mon service, tendant à autoriser l'installation au sein de la SCEA DE LA SCARPE (Monsieur Régis LEBLANC) de Mesdames Maryline et Karine LEBLANC et de Monsieur Yannick LEBLANC, sans apport de superficie supplémentaire, en remplacement de Monsieur Régis LEBLANC.

La SCEA DE LA SCARPE ainsi composée sollicite l'autorisation d'exploiter les superficies suivantes.

| Communes | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|-------------------|------------------------|-----------------|--|
| AGNEZ-LES-DUISANS | C 375 | 1 ha 22 a 10 ca | SCEA DE LA SCARPE à MONT-SAINT-ÉLOI |
| | ZC 71 | 1 ha 22 a 60 ca | |
| GOUVES | ZB 29 | ha 10 a 90 ca | |
| | ZB 30 | 1 ha 79 a 10 ca | |
| HAUTE-AVESNES | ZE 56 | ha 53 a 90 ca | |
| MAROEUIL | E 03 | 1 ha 73 a 85 ca | |
| | ZA 01 | ha 19 a 80 ca | |
| | ZI 53 | ha 46 a 60 ca | |
| | ZB 02 | 3 ha 42 a 50 ca | |
| | ZI 52 | 1 ha 45 a 70 ca | |
| | ZA 142 | 2 ha 67 a 77 ca | |
| | ZB 03 | ha 79 a 80 ca | |
| | ZK 69 | 3 ha 58 a 90 ca | |
| MONT-SAINT-ÉLOI | E 49 | ha 73 a 30 ca | |
| | ZM 34 | ha 33 a 39 ca | |
| | E 118 | ha 52 a 70 ca | |
| | E 122 | ha 28 a 10 ca | |
| | ZM 31 | ha 33 a 56 ca | |
| | E 51 | ha 21 a 50 ca | |
| | E 52 | ha 21 a 45 ca | |
| | ZM 28 | ha 28 a 02 ca | |
| | E 378 | ha 85 a 10 ca | |
| | ZM 36 | ha 36 a 25 ca | |
| | E 47 | ha 59 a 80 ca | |
| | E 48 | ha 18 a 60 ca | |
| | E 57 | ha 75 a 20 ca | |
| | E 113 | ha 38 a 00 ca | |
| | E 123 | ha 42 a 75 ca | |
| | E 362 | ha 13 a 10 ca | |
| | ZC 34 | 1 ha 01 a 80 ca | |
| ZC 35 | ha 33 a 40 ca | | |

| Communes | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|-----------------|------------------------|-----------------|--|
| MONT-SAINT-ÉLOI | ZD 09 | 1 ha 74 a 30 ca | SCEA DE LA SCARPE à MONT-SAINT-ÉLOI |
| | ZD 19 | 2 ha 73 a 70 ca | |
| | ZM 17 | 2 ha 40 a 53 ca | |
| | ZM 35 | ha 70 a 92 ca | |
| | ZN 57 | 2 ha 86 a 00 ca | |
| | ZN 58 | 1 ha 28 a 65 ca | |
| | E 292 | 1 ha 64 a 11 ca | |
| | ZC 33 | 1 ha 33 a 60 ca | |
| | ZD 20 | 3 ha 13 a 40 ca | |
| | E 53 | ha 21 a 45 ca | |
| | E 358 | ha 41 a 70 ca | |
| | E 360 | ha 73 a 75 ca | |
| | ZD 05 | 1 ha 23 a 80 ca | |
| | ZD 10 | 3 ha 43 a 70 ca | |
| | ZM 37 | ha 49 a 84 ca | |
| | ZM 38 | ha 20 a 22 ca | |
| | ZM 33 | ha 36 a 98 ca | |
| | ZM 29 | ha 11 a 16 ca | |
| | ZD 02 | 4 ha 63 a 50 ca | |
| | ZM 16 | 1 ha 01 a 75 ca | |
| | ZM 21 | ha 8 a 55 ca | |

Superficie totale : 58 ha 01 a 15 ca

Votre dossier est enregistré complet le 06/10/2016 sous le numéro 62-16464.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le 07/02/2017, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisés avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,
la Chef du Service de l'économie agricole,


Mathilde GUERAND

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Siège de la DDTM : 100, avenue Winston Churchill - CS 10007 - 62022 Arras Cedex
Tél. : 03.21.22.99.99. - fax : 03.21.55.01.49
Horaires d'ouverture : 08h30 - 12h et 13h30 - 17h
Accès bus : prendre la ligne 1 ou 7 - arrêt «Équipement »



PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le 27 SEP. 2016

Service de l'économie agricole
Unité entreprises et foncier agricoles

EARL LE BOIS D'AVEIN
(Messieurs Jacques et Alexis LARDIER)
17 rue Nationale
62116 AYETTE

Réf : SEA/ND/62-16399
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Messieurs,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé auprès de mon service, tendant à autoriser la création de l'EARL LE BOIS D'AVEIN à partir de l'exploitation individuelle de Monsieur Jacques LARDIER et l'installation au sein de l'EARL LE BOIS D'AVEIN de Monsieur Alexis LARDIER par l'apport d'une superficie supplémentaire de 29 ha 96 a 70 ca provenant des exploitations agricoles de Monsieur Michel ROSE à SIMENCOURT et de Monsieur Patrick LALLIER à PUISIEUX.

L'EARL LE BOIS D'AVEIN ainsi composée sollicite l'autorisation d'exploiter les superficies suivantes.

| COMMUNES | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|----------|------------------------|-----------------|--|
| AYETTE | AB 58 | ha 17 a 59 ca | Jacques LARDIER à AYETTE |
| | AB 62 | ha 2 a 26 ca | |
| | ZB 40 | ha 95 a 30 ca | |
| | ZB 88 | ha 23 a 80 ca | |
| | ZC 58 | 4 ha 44 a 10 ca | |
| | ZC 70 | ha 25 a 10 ca | |
| | ZE 61 | ha 21 a 90 ca | |
| | AB 70 et 71 | ha 8 a 08 ca | |
| | ZC 55 à 57 | 3 ha 97 a 60 ca | |
| | AB 105 | ha 5 a 14 ca | |
| | ZB 79 | 1 ha 57 a 31 ca | |
| | ZC 59 à 64 | 6 ha 43 a 00 ca | |
| | ZB 41 et 42 | ha 11 a 90 ca | |
| | ZB 80 | 1 ha 05 a 40 ca | |
| | ZC 48 | ha 24 a 90 ca | |
| | ZC 49 à 51 | 2 ha 05 a 10 ca | |
| | ZC 91 | 1 ha 27 a 17 ca | |
| | ZC 52 et 53 | 1 ha 32 a 40 ca | |
| | ZC 54 | ha 70 a 90 ca | |
| | ZE 64 à 67 | 2 ha 36 a 70 ca | |
| ZC 90 | 1 ha 93 a 06 ca | | |
| ZD 55 | 2 ha 56 a 20 ca | | |
| ZE 62 | ha 40 a 60 ca | | |

| COMMUNES | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place | |
|-----------------------|------------------------|-----------------|--|--------------------------|
| | ZE 63 | ha 46 a 90 ca | | |
| BOIRY-SAINT-MARTIN | ZC 45 | ha 99 a 50 ca | Jacques LARDIER à AYETTE | |
| | ZC 126 | ha 96 a 40 ca | | |
| BOIRY-SAINTE-RICTRUDE | ZE 12 | ha 33 a 60 ca | Jacques LARDIER à AYETTE | |
| | ZE 31 | ha 40 a 83 ca | | |
| BUCQUOY | ZT 17 et 18 | ha 34 a 30 ca | Patrick LALLIER à PUISIEUX | |
| | ZT 20 | ha 15 a 30 ca | | |
| | ZT 22 à 24 | 1 ha 18 a 40 ca | | |
| DOUCHY-LES-AYETTE | ZD 92 | 3 ha 13 a 40 ca | Jacques LARDIER à AYETTE | |
| HEBUTERNE | ZE 27 | ha 24 a 10 ca | Patrick LALLIER à PUISIEUX | |
| MOYENNEVILLE | ZB 72 | 1 ha 26 a 10 ca | Jacques LARDIER à AYETTE | |
| | ZB 76 | ha 13 a 80 ca | | |
| | ZB 74 et 75 | 1 ha 77 a 50 ca | | |
| | ZC 61 | 5 ha 72 a 30 ca | | |
| PUISIEUX | Z 232 | ha 58 a 18 ca | Jacques LARDIER à AYETTE | |
| | ZD 35 et 36 | ha 51 a 10 ca | | |
| | ZD 41 | ha 52 a 80 ca | Patrick LALLIER à PUISIEUX | |
| | Z 74 | 1 ha 01 a 78 ca | | |
| | ZA 14 | 1 ha 57 a 50 ca | | |
| | ZH 118 | ha 23 a 10 ca | | |
| | Z 82 | ha 73 a 10 ca | | |
| | Z 107 et 108 | ha 86 a 32 ca | | |
| | ZA 24 | ha 38 a 00 ca | | |
| | ZA 35 | ha 16 a 70 ca | | |
| | ZA 39 et 40 | ha 32 a 80 ca | | |
| | ZC 12 | 2 ha 56 a 20 ca | | |
| | ZC 95 | ha 43 a 45 ca | | |
| | ZD 12 | ha 6 a 20 ca | | |
| | ZD 117 | 2 ha 15 a 30 ca | | |
| | ZD 121 à 124 | 1 ha 38 a 41 ca | | |
| | ZH 29 | ha 45 a 00 ca | | |
| | ZH 78 | ha 48 a 00 ca | | |
| | ZH 136 | ha 27 a 84 ca | | |
| | ZD 98 | ha 52 a 20 ca | | |
| | ZH 105 | 1 ha 17 a 60 ca | | |
| | ZD 108 à 111 | ha 60 a 40 ca | | |
| | ZH 34 | ha 59 a 00 ca | | |
| | SIMENCOURT | ZA 11 | ha 22 a 00 ca | Michel ROSE à SIMENCOURT |
| | | ZA 12 | ha 41 a 40 ca | |
| | | ZC 10 | ha 24 a 90 ca | |
| | | ZA 13 à 16 | 4 ha 77 a 20 ca | |
| ZC 1 à 3 | | 2 ha 89 a 40 ca | | |
| ZD 11 | | ha 86 a 70 ca | | |
| ZC 4 | | 1 ha 30 a 20 ca | | |
| MIRAUMONT (80) | ZA 54 | ha 40 a 50 ca | Patrick LALLIER à PUISIEUX | |
| | ZA 63 | ha 30 a 70 ca | | |
| | ZH 79 | ha 13 a 30 ca | | |
| | ZE 45 | ha 49 a 40 ca | | |

Superficie totale : 79 ha 24 a 62 ca

Votre dossier est enregistré complet le 24/08/2016 sous le numéro 62-16399.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le **25/12/2016**, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisés avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,
la Chef du Service de l'économie agricole,


Mathilde GUÉRAND

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.

PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Service de l'économie agricole
Unité entreprises et foncier agricoles

Réf : SEA/ND/62-16439
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Arras, le 19 OCT. 2016

Monsieur Ludovic DUBOIS DE HOVES DE
FOSSEUX
5 rue de hauteville
62810 FOSSEUX

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter concernant la reprise d'une superficie supplémentaire détaillée ci-dessous, provenant de l'exploitation de :

- Monsieur Christian PÉTIT de FOSSEUX ;
- Monsieur Edgard MONTAIGNE à BAILLEULVAL ;
- Monsieur Jean-Michel VOISEUX à GOUY-EN-ARTOIS.

| Communes | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|----------|------------------------|-----------------|--|
| FOSSEUX | A 134 | ha 35 a 10 ca | Christian PETIT à FOSSEUX |
| | A 128 | ha 1 a 30 ca | |
| | A 132 | ha 23 a 00 ca | |
| | A 133 | ha 21 a 00 ca | |
| | A 268 | ha 8 a 25 ca | |
| | ZC 1 | 2 ha 18 a 25 ca | Marthe MONTAIGNE à BAILLEULVAL |
| | ZA 1 | 1 ha 13 a 40 ca | Jean-Michel VOISEUX à GOUY-EN-ARTOIS |

Superficie totale : 4 ha 20 a 30 ca

Votre dossier est enregistré complet le 23/09/2016 sous le numéro 62-16439.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le 24/01/2017, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisé avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,
la Chef du Service de l'économie agricole,

Mathilde GUÉRAN D

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.

PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le **17 OCT. 2016**

Service de l'économie agricole
Unité entreprises et foncier agricoles

Monsieur François PARENT
11 rue des Hochettes
62217 WAILLY

Réf : SEA/ND/62-16331
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter tendant à autoriser votre installation par la reprise d'une superficie de 62 ha 69 a 38 ca détaillée ci-dessous.

| Communes | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|----------|---|---|--|
| AGNY | ZD 55 ZD 56 ZD 57 | ha 66 a 60 ca ha 91 a 80 ca 4 ha 01 a 20 ca | INDIVISION PARENT à WAILLY |
| MORY | ZI 73 | ha 23 a 70 ca | |
| RIVIÈRE | ZI 59 ZK 30 ZK 31 | ha 21 a 20 ca ha 9 a 30 ca ha 11 a 20 ca | |
| WAILLY | ZC 175 ZD 38 ZB 169 ZD 91 ZI 68 ZC 177 ZD 107 ZD 135 ZD 106 ZI 19 ZI 57 ZE 43 ZC 178 ZD 90 ZE 45 AH 23 ZD 96 ZD 126 ZD 136 ZD 97 ZD 55 AC 44 AB 40 AC 25 AC 34 AC 45 | 1 ha 03 a 30 ca ha 49 a 46 ca ha 97 a 70 ca 1 ha 31 a 26 ca ha 76 a 42 ca 2 ha 29 a 30 ca ha 39 a 46 ca 1 ha 20 a 06 ca ha 43 a 13 ca ha 61 a 67 ca ha 43 a 70 ca ha 29 a 34 ca ha 94 a 70 ca 1 ha 71 a 57 ca ha 9 a 40 ca 1 ha 06 a 48 ca ha 94 a 22 ca 1 ha 11 a 65 ca 1 ha 28 a 82 ca 1 ha 11 a 64 ca ha 50 a 91 ca 1 ha 07 a 95 ca 1 ha 30 a 08 ca 2 ha 57 a 90 ca ha 45 a 22 ca 1 ha 05 a 54 ca | |

| Communes | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place | |
|----------|------------------------|-----------------|--|---------------|
| WAILLY | AC 46 | ha 90 a 12 ca | INDIVISION PARENT à WAILLY | |
| | AC 66 | ha 33 a 34 ca | | |
| | AC 67 | ha 23 a 52 ca | | |
| | AC 83 | ha 20 a 38 ca | | |
| | AH 284 | 1 ha 31 a 05 ca | | |
| | ZA 86 | 1 ha 79 a 04 ca | | |
| | ZB 177 | ha 52 a 50 ca | | |
| | ZC 125 | ha 18 a 63 ca | | |
| | ZC 126 | ha 32 a 85 ca | | |
| | ZC 127 | ha 45 a 29 ca | | |
| | ZE 78 | 1 ha 83 a 38 ca | | |
| | ZE 79 | ha 94 a 96 ca | | |
| | ZE 97 | ha 48 a 02 ca | | |
| | ZE 131 | 2 ha 07 a 00 ca | | |
| | ZH 65 | ha 61 a 92 ca | | |
| | ZI 53 | ha 21 a 51 ca | | |
| | ZI 66 | ha 88 a 04 ca | | |
| | | ZI 67 | | ha 38 a 72 ca |
| | | ZI 65 | | ha 86 a 59 ca |
| | | ZI 52 | | ha 21 a 71 ca |
| | ZD 56 | ha 21 a 19 ca | | |
| | ZD 58 | ha 76 a 90 ca | | |
| | ZD 59 | ha 23 a 86 ca | | |
| | AH 30 | ha 65 a 96 ca | | |
| | AH 34 | ha 37 a 47 ca | | |
| | AH 35 | ha 13 a 10 ca | | |
| | AH 261 | ha 99 a 55 ca | | |
| | ZA 137 | 4 ha 80 a 02 ca | | |
| | ZE 44 | ha 12 a 42 ca | | |
| | AH 24 | 1 ha 04 a 52 ca | | |
| | ZA 82 | ha 20 a 13 ca | | |
| | ZA 83 | 1 ha 27 a 40 ca | | |
| | ZA 100 | ha 37 a 04 ca | | |
| | ZA 136 | 2 ha 93 a 43 ca | | |
| | ZE 48 | ha 30 a 00 ca | | |
| | ZE 52 | ha 13 a 30 ca | | |
| | ZI 58 | 1 ha 58 a 64 ca | | |

Superficie totale : 62 ha 69 a 38 ca

Votre dossier est enregistré complet le 29/09/2016 sous le numéro 62-16331.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le **30/01/2017**, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

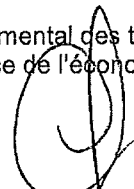
Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisé avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,
la Chef du Service de l'économie agricole,



Mathilde GUÉRAND

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :

- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le

09 NOV. 2016

Service de l'économie agricole
Unité entreprises et foncier agricoles

GAEC BOUTILLIER
(Messieurs Bernard et Denis BOUTILLIER)
103 rue Principale
62550 PRESSY

Réf : SEA/ND/62-16448
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Messieurs,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter concernant la reprise d'une superficie supplémentaire détaillée ci-dessous, provenant de l'exploitation de Monsieur Hervé LAGACHE de PRESSY.

| Communes | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|----------|------------------------|-----------------|--|
| BOURS | B 208 | ha 45 a 90 ca | Hervé LAGACHE à PRESSY |
| MAREST | A 69 | 1 ha 01 a 40 ca | |
| PERNES | A 262 | ha 74 a 10 ca | |
| | ZB 4 | ha 58 a 86 ca | |
| | A 272 | ha 30 a 00 ca | |
| | A 259 | ha 32 a 20 ca | |
| | A 270 | ha 42 a 00 ca | |
| | A 271 | ha 16 a 80 ca | |
| | B 12 | ha 63 a 70 ca | |
| | ZB 41 | ha 29 a 07 ca | |
| | ZB 42 | 1 ha 63 a 41 ca | |
| | ZB 43 | ha 36 a 70 ca | |
| | ZB 44 | ha 41 a 22 ca | |
| | A 101 | ha 53 a 00 ca | |
| | A 266 | ha 33 a 87 ca | |
| A 269 | ha 37 a 63 ca | | |
| A 311 | ha 14 a 30 ca | | |
| A 365 | ha 7 a 36 ca | | |
| A 368 | ha 7 a 06 ca | | |
| A 410 | ha 19 a 83 ca | | |
| PRESSY | ZE 52 | 1 ha 77 a 39 ca | |
| | ZD 37 | 1 ha 10 a 42 ca | |
| | ZB 76 | ha 39 a 00 ca | |
| | ZD 39 | ha 48 a 59 ca | |
| | ZB 72 | ha 33 a 92 ca | |
| | ZB 73 | 1 ha 47 a 96 ca | |
| | ZE 16 | 2 ha 69 a 50 ca | |
| | ZE 54 | 3 ha 53 a 18 ca | |
| | ZE 78 | 1 ha 12 a 73 ca | |
| | ZE 82 (partie) | 8 ha 11 a 85 ca | |
| | ZB 74 | 1 ha 24 a 26 ca | |
| | ZB 75 | ha 56 a 22 ca | |
| ZB 93 | ha 58 a 17 ca | | |
| ZB 94 | ha 68 a 14 ca | | |
| ZC 7 | ha 85 a 58 ca | | |

| Communes | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|----------|------------------------|-----------------|--|
| PRESSY | ZC 33 | ha 75 a 15 ca | Hervé LAGACHE à PRESSY |
| | ZE 15 | ha 51 a 57 ca | |
| | ZC 32 | 1 ha 16 a 06 ca | |
| | ZD 4 | 4 ha 08 a 16 ca | |
| SACHIN | ZE 20 | 2 ha 34 a 77 ca | |

Superficie totale : 42 ha 90 a 03 ca

Votre dossier est enregistré complet le 06/10/2016 sous le numéro 62-16448.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le **07/02/2017**, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisés avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,
la Chef du Service de l'économie agricole,


Mathilde GUÉRAND

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le 09 NOV. 2016

Service de l'économie agricole
Unité entreprises et foncier agricoles

EARL LE RIEZ
(Madame Christine DENEUX)
31 rue Charles Duport
59113 SECLIN

Réf : SEA/ND/62-16458
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr
Tél. 03 21 50 30 50 -- Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Madame,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter concernant la reprise d'une superficie supplémentaire détaillée ci-dessous, provenant de l'exploitation de Monsieur Jean-Pierre DENEUX de GIVENCHY-LES-LA-BASSÉE.

| Communes | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|--------------------------------|------------------------|-----------------|--|
| QUINCHY | AM 15 | 3 ha 07 a 20 ca | Jean-Pierre DENEUX à GIVENCHY-LES-LA-BASSÉE |
| | AO 74 | 1 ha 75 a 00 ca | |
| | AM 16 | 2 ha 87 a 57 ca | |
| | AO 67 | ha 11 a 00 ca | |
| | AM 20 | ha 19 a 74 ca | |
| | AM 19 | ha 73 a 51 ca | |
| | AO 5 | ha 67 a 09 ca | |
| FESTUBERT | AH 489 | ha 71 a 68 ca | |
| | AI 102 | ha 37 a 78 ca | |
| | AE 30 | ha 74 a 30 ca | |
| | AE 40 | 1 ha 95 a 60 ca | |
| | AE 28 | ha 60 a 71 ca | |
| | AE 29 | ha 61 a 12 ca | |
| GIVENCHY- LES-LA- BASSÉE | AC 67 | ha 21 a 04 ca | |
| | AC 69 | ha 21 a 89 ca | |
| | AB 24 | 2 ha 55 a 55 ca | |
| | AC 1 | ha 80 a 30 ca | |
| | AC 15 | ha 28 a 40 ca | |
| | AC 16 | ha 18 a 25 ca | |
| | AC 19 | ha 7 a 64 ca | |
| | AC 21 | ha 54 a 26 ca | |
| | AC 24 | ha 6 a 74 ca | |
| | AC 25 | ha 7 a 06 ca | |
| | AC 26 | ha 54 a 29 ca | |
| | AC 33 | ha 26 a 50 ca | |
| | AC 66 | ha 83 a 81 ca | |
| | AC 32 | ha 56 a 65 ca | |
| AC 68 | ha 11 a 39 ca | | |
| AC 178 | 1 ha 35 a 17 ca | | |

| Communes | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|--------------------------------|------------------------|---------------|--|
| GIVENCHY- LES-LA- BASSÉE | AC 2 | ha 36 a 45 ca | Jean-Pierre DENEUX à GIVENCHY-LES-LA-BASSÉE |
| | AC 70 | ha 3 a 24 ca | |
| | AC 71 | ha 17 a 54 ca | |
| | AC 20 | ha 9 a 67 ca | |

Superficie totale : 23 ha 78 a 14 ca

Votre dossier est enregistré complet le 05/10/2016 sous le numéro 62-16458.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le 06/02/2017, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisée avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,
la Chef du Service de l'économie agricole,


Mathilde GUERAND

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.



PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Service de l'économie agricole
Unité entreprises et foncier agricoles

Réf : SEA/ND/62-16465
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Arras, le 03 NOV. 2016

Monsieur Vincent CAROUX
5 route de Fouquehove
62126 PERNES-LES-BOULOGNE

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter concernant la reprise d'une superficie supplémentaire détaillée ci-dessous, provenant de l'exploitation de Madame Corinne LANNOY de PERNES-LES-BOULOGNE.

| Communes | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|-------------------------|------------------------|-----------------|--|
| CONTEVILLE-LES-BOULOGNE | A 293 | ha 60 a 20 ca | Corinne LANNOY à PERNES-LES-BOULOGNE |
| PERNES-LES-BOULOGNE | B 55 | 3 ha 21 a 20 ca | |
| | B 57 | 1 ha 00 a 80 ca | |
| | B 63 | 1 ha 10 a 00 ca | |
| | B 65 | 1 ha 05 a 60 ca | |

Superficie totale : 6 ha 97 a 80 ca

Votre dossier est enregistré complet le 06/10/2016 sous le numéro 62-16465.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le 07/02/2017, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisé avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,
la Chef du Service de l'économie agricole,


Mathilde GUÉRAND

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :

- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.

PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le 03 NOV. 2016

Service de l'économie agricole
Unité entreprises et foncier agricoles

Monsieur Éric SÉNICOURT
39 rue de la Gare
62370 OFFEKERQUE

Réf : SEA/ND/62-16434
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter concernant la reprise d'une superficie supplémentaire détaillée ci-dessous, provenant de l'exploitation de Monsieur Denis GHEERARDYN à OFFEKERQUE.

| Communes | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|------------|----------------------------------|--|--|
| OFFEKERQUE | AE 85 AE 84 AE 83 AE 77 | 1 ha 57 a 22 ca 1 ha 46 a 13 ca 1 ha 55 a 45 ca ha 67 a 60 ca | Denis GHEERARDYN à OFFEKERQUE |

Superficie totale : 5 ha 26 a 40 ca

Votre dossier est enregistré complet le 21/09/2016 sous le numéro 62-16434.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le 22/01/2017, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisé avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,
la Chef du Service de l'économie agricole,

Mathilde GUÉRAND

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.



PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAÏS

Direction départementale
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le 03 NOV. 2016

Service de l'économie agricole
Unité entreprises et foncier agricoles

GAEC LOIR
(Madame Marie-Thérèse LOIR
et Monsieur Bertrand LOIR)
16 grand'rue
62580 WILLERVAL

Réf : SEA/ND/62-16445
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Madame, Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter concernant la reprise d'une superficie supplémentaire détaillée ci-dessous, provenant de l'exploitation de Madame Marie-Paule DERAMBURE de SAINT-NICOLAS.

| Communes | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|-------------------|------------------------|-----------------|---|
| ARLEUX-EN-GOHELLE | C 19 | 1 ha 20 a 20 ca | Marie- Paule DERAMBURE à SAINT-NICOLAS |
| | C 20 | 1 ha 36 a 98 ca | |
| MÉRICOURT | ZB 41 | 1 ha 90 a 30 ca | |
| WILLERVAL | ZD 29 | 1 ha 22 a 90 ca | |

Superficie totale : 5 ha 70 a 38 ca

Votre dossier est enregistré complet le 27/09/2016 sous le numéro 62-16445.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le 28/01/2017, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisés avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,
la Chef du Service de l'économie agricole,



Mathilde GUÉRAND

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.



PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

*Service de l'économie agricole
Unité entreprises et foncier agricoles*

Réf : SEA/ND/62-16455
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Arras, le

09 NOV. 2016

**EARL DES TROIS BERGERS
(Madame Béatrice DAUSCHY
et Monsieur Jean-Michel DAUSCHY)
212 Chemin Bellevue
62215 OYE-PLAGE**

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Madame, Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter concernant la reprise d'une superficie supplémentaire détaillée ci-dessous, provenant de l'exploitation de Madame Denise BUTEZ d'OYE-PLAGE.

| Communes | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|-----------|-------------------------|---|--|
| OYE-PLAGE | AP 82 AP 37 AP 83 | 2 ha 92 a 33 ca ha 38 a 88 ca 3 ha 04 a 59 ca | Denise BUTEZ à OYE-PLAGE |

Superficie totale : 6 ha 35 a 80 ca

Votre dossier est enregistré complet le 30/09/2016 sous le numéro 62-16455.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le **31/01/2017**, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)


Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisés avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,
la Chef du Service de l'économie agricole,



Mathilde GUÉRAND

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.



PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le 17 OCT. 2016

Service de l'économie agricole
Unité entreprises et foncier agricoles

EARL DELCOUR
(Monsieur Sébastien DELCOUR)
6 rue de la Briqueterie
62690 AGNIÈRES

Réf : SEA/ND/62-16346
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception du dossier complet

Monsieur,

Conformément à l'article L331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter concernant :

- la transformation du GAEC DELCOUR (Madame Marie-Brigitte DELCOUR et Monsieur Jean-Paul DELCOUR) en EARL DELCOUR ;
- l'entrée de Monsieur Sébastien DELCOUR au sein de l'EARL DELCOUR, avec ses superficies, en remplacement de Madame Marie-Brigitte DELCOUR et de Monsieur Jean-Paul DELCOUR.

Les parcelles détaillées ci-dessous seront exploitées par l'EARL DELCOUR.

| Communes | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|----------|------------------------|-----------------|--|
| ACQ | AA 125 | 2 ha 06 a 60 ca | GAEC DELCOUR à ACQ |
| | ZC 74 | 1 ha 22 a 65 ca | |
| | ZC 34 | ha 26 a 60 ca | |
| | ZC 29 | 2 ha 01 a 80 ca | |
| | ZC 32 | 1 ha 62 a 20 ca | |
| | AA 3 | 1 ha 05 a 42 ca | |
| | AA 11 | ha 36 a 99 ca | |
| | ZC 18 | ha 69 a 50 ca | |
| | ZH 1 | 5 ha 27 a 50 ca | |
| | ZA 12 | 3 ha 16 a 20 ca | |
| | C 118 | ha 23 a 10 ca | |
| | AA 69 | ha 3 a 42 ca | |
| | ZA 21 | ha 21 a 40 ca | |
| | ZC 16 | 1 ha 11 a 10 ca | |
| | ZC 17 | ha 37 a 80 ca | |
| | ZH 4 | ha 28 a 40 ca | |
| | AA 20 | 1 ha 30 a 72 ca | |
| | AA 21 | ha 36 a 63 ca | |
| | ZA 13 | ha 41 a 80 ca | |
| | ZC 19 | 1 ha 28 a 40 ca | |
| | ZC 20 | ha 16 a 10 ca | |
| | ZH 2 | ha 36 a 70 ca | |
| | ZH 3 | 1 ha 98 a 40 ca | |
| | AA 28 | 2 ha 19 a 90 ca | Sébastien DELCOUR à AGNIÈRES |
| | ZD 52 | ha 11 a 20 ca | |
| | ZE 26 | 1 ha 22 a 30 ca | |

| Communes | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place | |
|-----------------|------------------------|-----------------|--|--------------------|
| ACQ | C 121 | ha 15 a 15 ca | GAEC DELCOUR à ACQ | |
| | C 125 | ha 25 a 30 ca | | |
| | ZB 21 | 2 ha 09 a 00 ca | | |
| | ZD 53 | ha 15 a 50 ca | | |
| | C 123 | ha 24 a 30 ca | | |
| | C 122 | ha 23 a 00 ca | | |
| | ZA 14 | 6 ha 18 a 40 ca | Sébastien DELCOUR à AGNIÈRES | |
| | AA 29 | ha 80 a 50 ca | GAEC DELCOUR à ACQ | |
| | ZA 20 | 2 ha 86 a 20 ca | | |
| | ZB 69 | 2 ha 21 a 80 ca | | |
| | ZB 70 | ha 14 a 40 ca | | |
| | AUBIGNY-EN-ARTOIS | ZC 30 | 1 ha 04 a 50 ca | GAEC DELCOUR à ACQ |
| | | ZC 35 | ha 29 a 10 ca | |
| | | ZC 73 | 1 ha 16 a 15 ca | |
| C 119 | | ha 23 a 60 ca | | |
| ZC 15 | | ha 30 a 00 ca | | |
| ZD 79 | | ha 86 a 50 ca | | |
| ZD 80 | | 1 ha 07 a 10 ca | | |
| ZD 78 | | ha 33 a 30 ca | | |
| ZD 10 | | ha 32 a 10 ca | | |
| ZD 21 | | ha 47 a 30 ca | | |
| ZD 23 | 2 ha 46 a 10 ca | | | |
| ZD 9 | ha 83 a 00 ca | | | |
| ZD 13 | 1 ha 59 a 00 ca | | | |
| ZD 14 | ha 23 a 00 ca | | | |
| ZD 30 | 1 ha 15 a 00 ca | | | |
| ZD 145 | 1 ha 58 a 32 ca | | | |
| ZD 149 | 3 ha 74 a 00 ca | | | |
| ZD 15 | ha 69 a 50 ca | | | |
| ZD 22 | ha 38 a 00 ca | | | |
| ZD 24 | ha 65 a 40 ca | | | |
| ZD 11 | ha 52 a 00 ca | | | |
| ZD 29 | 2 ha 47 a 50 ca | | | |
| ZD 31 | 2 ha 64 a 40 ca | | | |
| ZD 147 | 1 ha 54 a 46 ca | | | |
| CAMBLIGNEUL | ZA 115 | 1 ha 18 a 90 ca | Sébastien DELCOUR à AGNIÈRES | |
| | ZA 116 | 5 ha 19 a 80 ca | | |
| | ZC 128 | ha 60 a 30 ca | | |
| | ZD 21 | ha 56 a 00 ca | | |
| | ZD 22 | ha 57 a 10 ca | | |
| | ZD 23 | 1 ha 62 a 35 ca | | |
| | ZD 80 | ha 25 a 40 ca | | |
| | ZD 81 | 1 ha 55 a 60 ca | | |
| | ZC 117 | ha 40 a 30 ca | | |
| | ZA 114 | 2 ha 72 a 90 ca | | |
| | ZB 65 | 3 ha 48 a 30 ca | | |
| | ZC 39 | ha 38 a 20 ca | | |
| | ZC 40 | ha 23 a 70 ca | | |
| | ZD 17 | 1 ha 73 a 30 ca | | |
| | ZD 13 | 3 ha 41 a 50 ca | | |
| ZD 78 | 1 ha 04 a 00 ca | | | |
| ZA 113 | 3 ha 03 a 70 ca | | | |
| CAMBLAIN-L'ABBÉ | ZE 28 | ha 86 a 40 ca | GAEC DELCOUR à ACQ | |
| | ZE 45 | 1 ha 02 a 20 ca | | |
| | ZE 27 | ha 17 a 30 ca | | |
| MONTENESCOURT | ZA 6 | 4 ha 40 a 00 ca | GAEC DELCOUR à ACQ | |
| MONT-SAINT-ÉLOI | ZO 17 | ha 30 a 16 ca | | |
| | G 327 | ha 35 a 28 ca | | |
| | ZO 16 | ha 9 a 96 ca | | |
| | G 283 | 1 ha 10 a 95 ca | | |
| ZO 15 | ha 31 a 51 ca | | | |

| Communes | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|-----------------|------------------------|-----------------|--|
| MONT-SAINT-ÉLOI | G 326 | ha 87 a 88 ca | GAEC DELCOUR à ACQ |
| | ZO 18 | 1 ha 13 a 03 ca | |
| | G 284 | ha 42 a 00 ca | |
| | G 385 | 1 ha 18 a 00 ca | |
| | ZO 19 | ha 85 a 29 ca | |
| | ZO 20 | 1 ha 02 a 75 ca | |
| WANQUETIN | ZK 57 | ha 84 a 60 ca | |
| | AE 166 | ha 38 a 81 ca | |

Superficie totale : 114 ha 73 a 18 ca

Votre dossier est enregistré complet le 20/09/2016 sous le numéro 62-16346.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le 21/01/2017, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisé avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les blens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,
la Chef du Service de l'économie agricole,

Mathilde GUÉRAND

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le 09 NOV. 2016

Service de l'économie agricole
Unité entreprises et foncier agricoles

GAEC DU MOULIN
(Messieurs Anthony, Guillaume et
Philippe PRUVOST)
11 rue d'Amettes
62550 NÉDON

Réf : SEA/ND/62-16466
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Messieurs,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter concernant la reprise d'une superficie supplémentaire détaillée ci-dessous, provenant de l'exploitation de Monsieur Daniel CRÉPIN de AMETTES.

| Communes | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|----------|------------------------|-----------------|--|
| AMETTES | A 134 | ha 13 a 90 ca | Daniel CRÉPIN à AMETTES |
| | A 254 | ha 40 a 00 ca | |
| | A 255 | ha 30 a 20 ca | |
| | A 441 | ha 28 a 58 ca | |
| | B 612 | ha 32 a 60 ca | |
| | B 702 | ha 18 a 76 ca | |
| | B 703 | ha 9 a 44 ca | |
| | A 348 | ha 21 a 50 ca | |
| | A 350 | ha 42 a 70 ca | |
| | B 509 | ha 35 a 30 ca | |
| | B 359 | ha 41 a 20 ca | |
| | B 591 | ha 54 a 88 ca | |
| | A 349 | ha 65 a 50 ca | |
| | B 369 | ha 16 a 10 ca | |
| | B 429 | ha 88 a 10 ca | |
| | B 499 | ha 83 a 20 ca | |
| | A 334 | ha 21 a 60 ca | |
| | B 372 | ha 29 a 15 ca | |
| | B 575 | ha 15 a 60 ca | |
| | A 396 | ha 33 a 22 ca | |
| | A 397 | ha 29 a 31 ca | |
| | A 361 | ha 42 a 73 ca | |
| | A 366 | ha 22 a 90 ca | |
| | B 421 | ha 63 a 70 ca | |
| | B 569 | ha 32 a 60 ca | |
| | B 605 | ha 15 a 00 ca | |
| | A 136 | ha 14 a 10 ca | |
| | A 374 | ha 22 a 32 ca | |
| | ZA 43 | ha 33 a 29 ca | |
| | ZA 46 | ha 39 a 54 ca | |
| | B 611 | 3 ha 31 a 80 ca | |
| | A 133 | ha 25 a 40 ca | |
| | A 464 | ha 41 a 63 ca | |
| | A 394 | ha 23 a 60 ca | |
| | B 483 | ha 17 a 40 ca | |

| Communes | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|---------------------|------------------------|---------------|--|
| AMETTES | B 562 | ha 34 a 88 ca | Daniel CRÉPIN à AMETTES |
| | B 119 | ha 21 a 80 ca | |
| | B 566 | ha 20 a 70 ca | |
| | A 271 | ha 30 a 30 ca | |
| | A 25 | ha 48 a 20 ca | |
| | A 135 | ha 14 a 40 ca | |
| BAILLEUL-LES-PERNES | B 6 | ha 24 a 40 ca | |
| | B 7 | ha 42 a 10 ca | |
| | B 9 | ha 22 a 20 ca | |
| NÉDON | ZA 91 | ha 58 a 51 ca | |
| | ZB 6 | ha 10 a 89 ca | |
| | B 293 | ha 35 a 03 ca | |
| | ZA 90 | ha 43 a 69 ca | |
| | B 294 | ha 48 a 77 ca | |
| | ZB 5 | ha 65 a 65 ca | |
| | ZB 9 | ha 25 a 25 ca | |
| | ZA 93 | ha 27 a 42 ca | |
| | A 360 | ha 63 a 10 ca | |
| | A 362 | ha 50 a 32 ca | |
| | ZA 94 | ha 26 a 38 ca | |
| | ZB 7 | ha 89 a 39 ca | |
| | ZA 16 | ha 61 a 17 ca | |
| | ZB 4 | ha 70 a 97 ca | |
| ZA 89 | ha 40 a 87 ca | | |

Superficie totale : 24 ha 53 a 24 ca

Votre dossier est enregistré complet le 06/10/2016 sous le numéro 62-16466.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le 07/02/2017, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisés avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,
la Chef du Service de l'économie agricole,

Mathilde GUÉRAND

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.



PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le **05 SEP. 2016**

Service de l'économie agricole
Unité entreprises et foncier agricoles

Madame Cécile LALLIER
1 bis rue Victor Hugo
62116 PUISIEUX

Réf : SEA/ND/62-16373
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Madame,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter tendant à autoriser votre installation par la reprise d'une superficie de 50 ha 20 a 63 ca dont les parcelles sont détaillées ci-dessous.

| COMMUNES | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|-----------|------------------------|-----------------|--|
| BUCQUOY | ZT 37 | ha 20 a 50 ca | Patrick LALLIER à PUISIEUX |
| | ZT 20 | ha 15 a 30 ca | |
| | ZT 18 | ha 17 a 40 ca | |
| | ZT 17 | ha 16 a 90 ca | |
| | ZT 22 | ha 49 a 40 ca | |
| | ZT 23 | ha 34 a 50 ca | |
| | ZT 24 | ha 34 a 50 ca | |
| | ZS 7 | ha 72 a 20 ca | |
| | ZS 8 | 4 ha 23 a 20 ca | |
| | ZT 34 | ha 10 a 50 ca | |
| | ZT 35 | ha 26 a 50 ca | |
| | ZT 36 | ha 42 a 30 ca | |
| | ZT 38 | ha 12 a 20 ca | |
| | ZT 39 | ha 9 a 80 ca | |
| HEBUTERNE | ZE 27 | ha 24 a 10 ca | |
| PUISIEUX | Z 112 | ha 29 a 33 ca | |
| | Z 113 | ha 56 a 07 ca | |
| | ZA 8 | 1 ha 46 a 90 ca | |
| | ZA 26 | ha 86 a 10 ca | |
| | ZA 36 | ha 20 a 70 ca | |
| | ZH 45 | ha 74 a 60 ca | |
| | ZA 27 | 1 ha 13 a 20 ca | |
| | ZA 117 | ha 15 a 60 ca | |
| | ZD 135 | ha 58 a 55 ca | |
| | ZH 91 | ha 50 a 70 ca | |
| | ZA 70 | 2 ha 25 a 20 ca | |
| | ZH 120 | 2 ha 02 a 41 ca | |
| | ZH 27 | 1 ha 04 a 80 ca | |
| | ZH 104 | 1 ha 51 a 60 ca | |
| | ZH 125 | ha 17 a 83 ca | |
| | ZD 10 | 1 ha 88 a 80 ca | |
| ZH 47 | ha 13 a 50 ca | | |

| COMMUNES | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|-------------------|------------------------|-----------------|--|
| PUISIEUX | ZD 62 | 1 ha 24 a 80 ca | Patrick LALLIER à PUISIEUX |
| | ZH 48 | ha 39 a 70 ca | |
| | ZD 120 | ha 11 a 06 ca | |
| | ZD 98 | ha 52 a 20 ca | |
| | ZD 105 | 1 ha 17 a 60 ca | |
| | ZD 108 | ha 35 a 30 ca | |
| | ZD 110 | ha 11 a 00 ca | |
| | ZD 111 | ha 10 a 80 ca | |
| | ZH 34 | ha 59 a 00 ca | |
| | ZD 109 | ha 3 a 30 ca | |
| | Z 74 | 1 ha 01 a 78 ca | |
| | ZA 24 | 1 ha 57 a 50 ca | |
| | ZH 118 | ha 23 a 10 ca | |
| | ZH 136 | ha 27 a 84 ca | |
| | Z 82 | ha 73 a 10 ca | |
| | Z 107 | ha 64 a 03 ca | |
| | Z 108 | ha 22 a 29 ca | |
| | ZA 24 | ha 38 a 00 ca | |
| | ZC 95 | ha 43 a 45 ca | |
| | ZH 29 | ha 45 a 00 ca | |
| | ZA 35 | ha 16 a 70 ca | |
| | ZA 39 | ha 15 a 20 ca | |
| | ZA 40 | ha 17 a 60 ca | |
| | ZC 12 | 2 ha 56 a 20 ca | |
| | ZD 12 | ha 6 a 20 ca | |
| | ZD 117 | 2 ha 15 a 30 ca | |
| | ZD 121 | ha 12 a 61 ca | |
| | ZD 122 | ha 13 a 09 ca | |
| | ZD 123 | ha 9 a 11 ca | |
| | ZD 124 | 1 ha 03 a 60 ca | |
| | ZH 78 | ha 48 a 00 ca | |
| | Z 80 | 1 ha 14 a 37 ca | |
| | AC 112 | ha 22 a 83 ca | |
| | ZA 28 | ha 8 a 00 ca | |
| | ZA 29 | ha 6 a 60 ca | |
| | ZD 2 | ha 94 a 70 ca | |
| ZH 44 | ha 69 a 90 ca | | |
| ZH 79 | ha 51 a 80 ca | | |
| ZH 89 | ha 17 a 20 ca | | |
| ZH 115 | 1 ha 01 a 60 ca | | |
| MIRAUMONT (80) | ZH 77 | ha 63 a 90 ca | |
| | ZB 40 | ha 50 a 20 ca | |
| | ZA 49 | ha 33 a 00 ca | |
| | ZA 54 | ha 40 a 50 ca | |
| | ZA 63 | ha 30 a 70 ca | |
| | ZH 79 | ha 13 a 30 ca | |
| | ZE 45 | ha 49 a 40 ca | |
| | ZA 73 | ha 84 a 40 ca | |
| ZH 30 | ha 28 a 60 ca | | |

Superficie totale : 50 ha 20 a 65 ca

Votre dossier est enregistré complet le 03/08/2016 sous le numéro 62-16373.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'Administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le **04/12/2016**, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisé avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,
l'adjoint à la Chef du service de l'économie agricole,



Sylvain BRÉSSON

*(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance
Soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture.
Soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent*

PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le 17 OCT. 2016

Service de l'économie agricole
Unité entreprises et foncier agricoles

GAEC DES DEUX CANTONS
(Messieurs Patrick et Philippe GALIOT)
61 rue Haute
62150 HERMIN

Réf : SEA/ND/62-16436
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Messieurs,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter concernant la reprise d'une superficie supplémentaire détaillée ci-dessous, provenant de l'exploitation de Monsieur Alfred FLAMENT de HERMIN.

| COMMUNES | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en placé |
|----------|------------------------|-----------------|--|
| HERMIN | ZB 40 | 1 ha 53 a 84 ca | Alfred FLAMENT à HERMIN |

Superficie totale : 1 ha 53 a 84 ca

Votre dossier est enregistré complet le 22/09/2016 sous le numéro 62-16436.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le 23/01/2017, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisés avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,
la Chef du Service de l'économie agricole,

Mathilde GUÉRAND

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.

PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le 03 NOV. 2016

Service de l'économie agricole
Unité entreprises et foncier agricoles

EARL TOURRET DE BEAUREGARD
(Monsieur Philippe TOURRET)
Ferme de Beauregard
62176 CAMIERS

Réf : SEA/ND/62-16444
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter concernant la reprise d'une superficie supplémentaire détaillée ci-dessous, provenant de l'exploitation de l'EARL TERNISIEN (Madame Brigitte TERNISIEN et Monsieur Dominique TERNISIEN) de LACRES.

| Communes | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|--------------------------|------------------------|-----------------|--|
| DANNES | ZA 57 | ha a 53 ca | EARL TERNISIEN à LACRES |
| | ZA 58 | 1 ha 46 a 12 ca | |
| | ZA 55 | ha 62 a 58 ca | |
| NEUFCHÂTEL- HARDELLOT | ZI 10 | 2 ha 79 a 35 ca | |
| | ZH 57 | 1 ha 35 a 87 ca | |
| | ZH 59 | ha 56 a 62 ca | |
| | ZA 60 | 1 ha 89 a 50 ca | |
| | ZH 37 | 3 ha 73 a 40 ca | |
| | ZH 47 | ha 62 a 24 ca | |
| | ZH 65 | 3 ha 39 a 59 ca | |
| | ZI 34 | 3 ha 57 a 70 ca | |

Superficie totale : 20 ha 03 a 50 ca

Votre dossier est enregistré complet le 27/09/2016 sous le numéro 62-16444.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le 28/01/2017, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

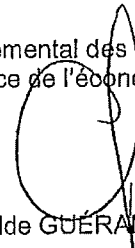
Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisé avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,
la Chef du Service de l'économie agricole,



Mathilde GUÉRAND

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.

PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le 07 NOV. 2016

Service de l'économie agricole
Unité entreprises et foncier agricoles

Monsieur Vincent BAILLY
6 Hameau de Falempin
62130 WAVRANS-SUR-TERNOISE

Réf : SEA/ND/62-16474
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter tendant à autoriser votre installation par la reprise d'une superficie de 71 ha 19 a 02 ca détaillée ci-dessous.

| Communes | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|-------------|------------------------|-----------------|--|
| FILLIÈVRES | ZD 16 | 2 ha 23 a 80 ca | GAEC SOISSONS BAILLY à WAVRANS-SUR-TERNOISE |
| | ZD 17 | 3 ha 55 a 60 ca | |
| FRAMECOURT | ZA 27 | ha 50 a 00 ca | |
| | ZA 30 | 3 ha 44 a 66 ca | |
| | ZA 22 | 3 ha 91 a 40 ca | |
| | ZC 8 | 1 ha 28 a 50 ca | |
| | ZC 27 | 1 ha 90 a 00 ca | |
| | ZC 35 | 1 ha 20 a 50 ca | |
| | ZC 37 | 2 ha 14 a 50 ca | |
| | ZA 23 | ha 73 a 20 ca | |
| | ZC 9 | 2 ha 83 a 50 ca | |
| | ZC 28 | 2 ha 24 a 20 ca | |
| | ZA 10 | 2 ha 81 a 20 ca | |
| ZB 13 | 2 ha 74 a 85 ca | | |
| HAUTECLOQUE | ZH 1 | 3 ha 76 a 40 ca | |
| | ZB 12 | 1 ha 22 a 80 ca | |
| LE PARCQ | ZD 60 | 3 ha 64 a 60 ca | |
| SIBIVILLE | ZD 21 | 4 ha 79 a 00 ca | |
| | ZD 6 | 1 ha 92 a 63 ca | |
| | ZD 7 | 2 ha 46 a 08 ca | |
| | ZD 20 | 2 ha 24 a 60 ca | |
| | ZD 19 | 2 ha 38 a 20 ca | |
| WILLEMANN | ZC 14 | ha 54 a 90 ca | |
| | ZI 30 | ha 63 a 50 ca | |
| | ZC 13 | 6 ha 44 a 30 ca | |
| | ZC 31 | ha 23 a 30 ca | |
| | ZC 32 | ha 57 a 70 ca | |
| | ZC 33 | 5 ha 34 a 30 ca | |
| | ZI 29 | 1 ha 27 a 10 ca | |
| | ZC 8 | 1 ha 26 a 70 ca | |
| | ZC 9 | ha 87 a 00 ca | |

Superficie totale : 71 ha 19 a 02 ca

Votre dossier est enregistré complet le 04/10/2016 sous le numéro 62-16474.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le **05/02/2017**, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisé avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,
la Chef du Service de l'économie agricole,


Mathilde GUÉRAND

*(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.*



PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le **12 OCT. 2016**

*Service de l'économie agricole
Unité entreprises et foncier agricoles*

Monsieur Mathieu MOREL
38 rue du cronquelet
62170 ATTIN

Réf : SEA/ND/62-16428
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter tendant à autoriser votre installation par la reprise d'une superficie de 114 ha 28 a 49 ca détaillée ci-dessous.

| Communes | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|---------------|------------------------|------------------|--|
| ATTIN | ZA 39 | 1 ha 47 a 60 ca | Claudine MOREL à ATTIN |
| | ZE 11 | 1 ha 68 a 30 ca | |
| | ZB 41 | 1 ha 23 a 00 ca | |
| | ZE 12 | 5 ha 49 a 90 ca | |
| | ZB 12 | 2 ha 98 a 50 ca | |
| | ZE 22 (partie) | ha 70 a 20 ca | |
| | ZE 22 (partie) | ha 70 a 20 ca | |
| | ZA 10 | 1 ha 22 a 80 ca | |
| | ZE 19 | 1 ha 94 a 50 ca | |
| | ZE 24 | 4 ha 41 a 10 ca | |
| | ZE 17 | 12 ha 71 a 60 ca | |
| | ZE 16 | 4 ha 56 a 60 ca | |
| | ZE 14 | 12 ha 13 a 30 ca | |
| | ZA 38 | 1 ha 24 a 60 ca | |
| | ZE 15 | 4 ha 33 a 30 ca | |
| ZE 13 | 1 ha 92 a 00 ca | | |
| ZE 21 | ha 75 a 30 ca | | |
| BREXENT-ENOCQ | ZC 24 | ha 57 a 30 ca | |
| CUCQ | ZD 24 | 2 ha 16 a 89 ca | |
| ESTREELLES | ZC 1 | 5 ha 18 a 60 ca | |
| | ZC 4 | 4 ha 12 a 40 ca | |
| | ZC 21 | 3 ha 32 a 70 ca | |
| | ZB 14 | 2 ha 00 a 00 ca | |
| | ZC 10 | ha 50 a 80 ca | |
| | ZC 11 | 4 ha 76 a 10 ca | |
| | ZC 12 | 4 ha 67 a 30 ca | |
| | ZC 9 | 1 ha 77 a 60 ca | |
| ZC 16 | 2 ha 58 a 30 ca | | |
| INXENT | C 14 | 1 ha 16 a 32 ca | |
| | C 18 | ha 17 a 35 ca | |
| LA CALOTTERIE | ZB 34 | 2 ha 14 a 52 ca | |
| | AD 5 | 2 ha 64 a 25 ca | |

| Communes | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|-------------------------|------------------------|-----------------|--|
| NEUVILLE-SOUS-MONTREUIL | AB 130 | ha 80 a 00 ca | Claudine MOREL à ATTIN |
| | AB 131 | ha 49 a 50 ca | |
| RECQUES-SUR-COURSE | C 6 | 8 ha 52 a 25 ca | |
| | B 34 | 1 ha 03 a 91 ca | |
| | B 35 | ha 70 a 25 ca | |
| SORRUS | A 52 | 1 ha 56 a 35 ca | |
| | B 21 | 3 ha 83 a 00 ca | |

Superficie totale : 114 ha 28 a 49 ca

Votre dossier est enregistré complet le 15/09/2016 sous le numéro 62-16428.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'Administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le **16/01/2017**, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisé avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,
la Chef du Service de l'économie agricole,


Mathilde GUÉRAND

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.

PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le **27 SEP. 2016**

Service de l'économie agricole
Unité entreprises et foncier agricoles

Monsieur Alex BLANCHARD
33 rue Victor Hugo
59112 ANNOEULLIN

Réf : SEA/ND/62-16394
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : **contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet**

Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter tendant à autoriser votre installation par la reprise d'une superficie de 1 ha 84 a 27 ca détaillée ci-dessous.

| COMMUNES | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|----------|------------------------|------------|--|
| LAVENTIE | B 206 | 71 a 10 ca | Parcelles libres d'exploitation |
| | B 207 | 83 a 90 ca | |
| | B 678 | 29 a 27 ca | |

Votre dossier est enregistré complet le 19/08/2016 sous le numéro 62-16394.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le **20/12/2016**, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisé avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,
la Chef du Service de l'économie agricole,



Mathilde GUERAND

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.



PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le **13 SEP. 2016**

*Service de l'économie agricole
Unité entreprises et foncier agricoles*

**GAEC DES DEUX HAMEAUX
(Monsieur Francis LANCE
et Monsieur Guillaume LEDUC)
15 chemin de Fauquembergues
62380 WISMES**

Réf : SEA/ND/62-16386
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Messieurs,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter concernant la reprise d'une superficie supplémentaire détaillée ci-dessous, provenant de l'exploitation de Monsieur Hubert FOUACHE de LUMBRES.

| Communes | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|--------------------|------------------------|-----------------|--|
| MERCK-SAINT-LIÈVIN | ZM 86 | 2 ha 01 a 53 ca | Hubert FOUACHE à LUMBRES |
| WAVRANS-SUR-L'AA | ZL 70 | 2 ha 59 a 40 ca | |
| WISMES | ZC50 | 1 ha 63 a 28 ca | |

Superficie totale : 6 ha 24 a 21 ca

Votre dossier est enregistré complet le 10/08/2016 sous le numéro 62-16386.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'Administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le **11/12/2016**, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisés avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,
la Chef du Service de l'économie agricole,



Mathilde GUÉRAND

*(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance ;
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.*



PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le 12 OCT. 2016

Service de l'économie agricole
Unité entreprises et foncier agricoles

SCEA DILLIES
(Madame Lucie DILLIES et Monsieur Guy DILLIES)
15 rue des Mathelins
62840 FLEURBAIX

Réf : SEA/ND/62-16418
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Madame, Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé auprès de mon service, tendant à autoriser la création de la SCEA DILLIES par transformation de l'EARL DILLIES (Monsieur Jean-Michel DILLIES) et l'installation au sein de la SCEA DILLIES de Madame Lucie DILLIES et de Monsieur Guy DILLIES, sans apport de superficie supplémentaire, en remplacement de Monsieur Jean-Michel DILLIES.

La SCEA DILLIES ainsi composée sollicite l'autorisation d'exploiter les superficies suivantes.

| Communes | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|-----------|------------------------|-----------------|--|
| FLEURBAIX | D 472 | ha 68 a 50 ca | EARL DILLIES à FLEURBAIX |
| | C 11 | ha 36 a 50 ca | |
| | D 444 | 3 ha 37 a 00 ca | |
| | D473 | ha 70 a 50 ca | |
| | D 475 | ha 70 a 65 ca | |
| | D 519 | ha 70 a 65 ca | |
| | D 474 | ha 92 a 40 ca | |
| | C 40 | ha 54 a 25 ca | |
| | D 434 | ha 67 a 35 ca | |
| | C 420 | ha 3 a 92 ca | |
| | C 422 | ha 26 a 62 ca | |
| | D 477 | ha 70 a 05 ca | |
| | D 481 | 1 ha 33 a 10 ca | |
| | D 207 | ha 56 a 99 ca | |
| | D 531 | ha 58 a 21 ca | |
| | D 612 | ha 20 a 27 ca | |
| | D 202 | ha 74 a 12 ca | |
| | D 234 | ha 64 a 75 ca | |
| | D 482 | 2 ha 92 a 80 ca | |
| | D 483 | ha 79 a 30 ca | |
| | D 500 | 2 ha 96 a 86 ca | |
| | D 501 | ha 4 a 22 ca | |
| | D 504 | 5 ha 65 a 60 ca | |
| | D 505 | 2 ha 93 a 50 ca | |
| | C 06 | ha 5 a 35 ca | |
| | C 366 | 1 ha 54 a 15 ca | |
| | D 478 | 1 ha 77 a 90 ca | |
| D 479 | ha 29 a 40 ca | | |
| D 606 | ha 33 a 80 ca | | |

| Communes | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|-------------------|------------------------|-----------------|--|
| LAVENTIE | B 293 | ha 91 a 50 ca | EARL DILLIES à FLEURBAIX |
| | B294 | ha 91 a 50 ca | |
| | B 291 | ha 65 a 00 ca | |
| | B 290 | ha 55 a 10 ca | |
| | B 287 | 5 ha 52 a 50 ca | |
| | B 288 | 3 ha 35 a 80 ca | |
| SAILLY-SUR-LA-LYS | AX 70 | ha 31 a 26 ca | |
| | B 1647 | 1 ha 33 a 18 ca | |
| | AX 03 | ha 42 a 01 ca | |
| | AX 06 | ha 37 a 15 ca | |
| | B 928 | ha 79 a 50 ca | |
| | AV 45 | ha 89 a 44 ca | |
| | AX 56 | ha 42 a 04 ca | |
| | B 823 | ha 46 a 10 ca | |
| | B 1367 | ha 24 a 92 ca | |
| | B 1369 | ha 43 a 88 ca | |
| | B 1646 | ha 64 a 87 ca | |

Superficie totale : 51 ha 34 a 46 ca

Votre dossier est enregistré complet le 09/09/2016 sous le numéro 62-16418.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le 10/01/2017, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisés avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,
la Chef du Service de l'économie agricole,

Mathilde GUÉRAND

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.



PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Service de l'économie agricole
Unité entreprises et foncier agricoles

Réf : SEA/ND/62-16422
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Arras, le 12 OCT. 2016

Monsieur Jérémy RINGOT
15 rue de Payelville
62560 VERCHOCQ

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter tendant à autoriser votre installation par la reprise d'une superficie de 64 ha 31 a 64 détaillée ci-dessous.

| COMMUNES | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|------------------|------------------------|-----------------|--|
| CLENLEU | C 155 | ha 25 a 50 ca | Gabriel RINGOT à VERCHOCQ |
| | C 156 | ha 25 a 10 ca | |
| | C 157 | ha 50 a 80 ca | |
| | C 229 | 1 ha 20 a 31 ca | |
| | C 234 | ha 7 a 93 ca | |
| | C 236 | ha 64 a 58 ca | |
| COUPELLE-VIEILLE | ZC 59 | 1 ha 27 a 13 ca | |
| | ZC 70 | ha 24 a 63 ca | |
| | ZC 73 | 1 ha 10 a 38 ca | |
| | ZE 21 | 4 ha 23 a 31 ca | |
| | ZI 51 | ha 59 a 17 ca | |
| | ZC 68 | 1 ha 21 a 64 ca | |
| | ZC 74 | ha 16 a 67 ca | |
| | ZI 48 | ha 6 a 21 ca | |
| | ZI 50 | 1 ha 22 a 45 ca | |
| | ZC 58 | ha 78 a 85 ca | |
| | ZB 33 | ha 37 a 83 ca | |
| | ZC 71 | ha 60 a 72 ca | |
| | ZC 72 | 1 ha 22 a 47 ca | |
| | ZB 36 | 1 ha 72 a 94 ca | |
| | ZC 84 | 2 ha 82 a 62 ca | |
| | ZC 67 | 1 ha 25 a 10 ca | |
| | ZC 60 | 3 ha 10 a 49 ca | |
| | ZC 82 | ha 48 a 88 ca | |
| | ZI 12 | 1 ha 45 a 83 ca | |
| | ZC 5 | ha 64 a 30 ca | |
| ZC 64 | ha 41 a 97 ca | | |
| ZC 66 | ha 76 a 59 ca | | |
| ZI 49 | ha 34 a 21 ca | | |
| CRÉQUY | ZS 32 | 5 ha 51 a 70 ca | |
| | ZS 41 | 3 ha 60 a 32 ca | |
| MANINGHEM | B 127 | ha 31 a 40 ca | |
| | B 372 | ha 35 a 09 ca | |
| | ZD 5 | ha 79 a 60 ca | |
| | ZD 6 | ha 31 a 91 ca | |
| | ZC 7 | ha 29 a 48 ca | |
| ZE 5 | 2 ha 59 a 50 ca | | |

| COMMUNES | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|----------|---|--|--|
| VERCHOCQ | B 990 C 410 ZE 65 ZE 66 ZE 67 ZE 71 ZE 57 ZE 59 ZI 9 ZH 52 ZI 8 C 402 C 403 C 800 C 801 C 915 C 914 ZK 59 B 535 ZE 58 ZE 20 ZE 56 ZH 53 ZE 11 ZE 12 | 1 ha 21 a 25 ca ha 36 a 70 ca ha 35 a 66 ca 1 ha 47 a 58 ca 1 ha 32 a 49 ca 1 ha 71 a 80 ca ha 71 a 32 ca 1 ha 35 a 04 ca ha 22 a 40 ca ha 67 a 47 ca ha 70 a 00 ca ha 17 a 48 ca ha 64 a 75 ca ha 27 a 11 ca ha 29 a 25 ca ha 40 a 97 ca ha 1 a 12 ca ha 13 a 98 ca ha 59 a 00 ca 1 ha 40 a 28 ca ha 91 a 31 ca 3 ha 05 a 54 ca ha 93 a 75 ca 1 ha 05 a 91 ca 1 ha 41 a 87 ca | Gabriel RINGOT à VERCHOCQ |

Superficie totale : 64 ha 31 a 64 ca

Votre dossier est enregistré complet le 13/09/2016 sous le numéro 62-16422.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le 14/01/2017, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisé avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,
la Chef du Service de l'économie agricole,


Mathilde GUÉRAND

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Siège de la DDTM : 100, avenue Winston Churchill - CS 10007 - 62022 Arras Cedex
Tél. : 03.21.22.99.99. - fax : 03.21.55.01.49
Horaires d'ouverture : 08h30 - 12h et 13h30 - 17h
Accès bus : prendre la ligne 1 ou 7 - arrêt «Équipement»



PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Service de l'économie agricole
Unité entreprises et foncier agricoles

Arras, le **09 SEP. 2016**

Monsieur Jean-Louis BECUE
1397 route de Béthune
62136 LESTREM

Réf : SEA/ND/62-16381
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

**Objet : contrôle des structures – Demande d'autorisation d'exploiter
accusé-réception du dossier complet**

Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé auprès de mon service portant sur l'agrandissement de votre exploitation par la reprise des parcelles listées ci-dessous.

| COMMUNES | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|-------------------|------------------------|-----------------|---|
| SAILLY-SUR-LA-LYS | AD 8 | ha 89 a 49 ca | Jacqueline BECUE BARON à SAILLY-SUR-LA-LYS |
| | AD 117 | 1 ha 58 a 52 ca | |
| | AE 70 | ha 79 a 85 ca | |
| | AE 126 | ha 58 a 55 ca | |
| | B 1208 J et K | 1 ha 18 a 22 ca | |
| | B 1210 J et K | ha 89 a 10 ca | |
| | B 1378 J et K | 1 ha 00 a 00 ca | |
| | B 1379 J et K | 1 ha 00 a 00 ca | |
| | C 236 | ha 52 a 20 ca | |
| | C 238 et 239 | 1 ha 08 a 80 ca | |
| | C 301 et 302 | 2 ha 58 a 33 ca | |
| | C 304 | 1 ha 40 a 00 ca | |
| | B 1209 J et K | 1 ha 31 a 09 ca | |
| | B 1380 J et K | 1 ha 71 a 39 ca | |
| | C 297 | ha 88 a 57 ca | |
| | C 303 | 1 ha 25 a 60 ca | |
| C 237 | ha 51 a 40 ca | | |

Votre dossier est enregistré complet le 09/08/2016 sous le numéro 62-16381.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le 10/12/2016, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisé avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez Informé de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,
la Chef du Service de l'économie agricole,


Mathilde GUÉRAND

*(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance,
-soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,
-soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent*



PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

Préfecture départementale
des Territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le **31 AOUT 2016**

Département de l'économie agricole
des Entreprises et foncier agricoles

Monsieur Raphaël DHALLEINE
15 rue des Marettes
62630 LEFAUX

EA/ND/62-16322

Suivi par : Nicolas DELPOUVE
SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr
21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Demande d'autorisation d'exploiter. Accusé-réception du dossier complet

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé auprès de nos services conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM) tendant à autoriser votre réinstallation à titre individuel suite à la dissolution du GAEC DHALLEINE dont le siège social est situé à LEFAUX.

Votre dossier est enregistré complet le 10/08/2016 sous le numéro 62-16322.

| COMMUNES | Références cadastrales | Superficie | Nom des propriétaires |
|-----------|------------------------|---------------------|---|
| CAMIERS | AK 26-27-28 | ha. 31 a. 49 ca. | Daniel DHALLEINE |
| | AK 30-33-35 | 4 ha. 16 a. 50 ca. | |
| | AK 36-38-40 | 1 ha. 80 a. 46 ca. | |
| | AK 44-46-47 | 2 ha. 15 a. 51 ca. | |
| | AK 48 | 6 ha. 16 a. 00 ca. | |
| LEFAUX | AK 79 | ha. a. 32 ca. | Raphaël DHALLEINE |
| | ZB 41 | 5 ha. 40 a. 71 ca. | Daniel DHALLEINE |
| | ZD 21 | ha. 36 a. 82 ca. | Jean-Paul LETENDART |
| | ZD 22 | ha. 73 a. 65 ca. | |
| | ZD 10 | ha. 48 a. 30 ca. | |
| | AK 19 | 14 ha. 36 a. 90 ca. | Jean DOUCHET - Françoise DEHAY - Émilie DOUCHET - Pierre DOUCHET - Lydie DOUCHET - Jean-François DOUCHET |
| | AK 24 | 1 ha. 07 a. 04 ca. | |
| | AK 80 | 2 ha. 24 a. 68 ca. | |
| | AK 41 | 2 ha. 24 a. 76 ca. | Anne DOUCHET |
| AK 73 | 9 ha. 31 a. 62 ca. | | |
| AK 75 | 18 ha. 06 a. 44 ca. | | |
| TUBERSENT | A 173 | 3 ha. 63 a. 54 ca. | Pierre VANDREPOTE Frédérique VANDREPOTE |
| | A 202 | ha. 54 a. 38 ca. | |
| | A 32 | 2 ha. 04 a. 16 ca. | |
| | A 249 | 3 ha. 65 a. 15 ca. | |
| | A 174 | 3 ha. 99 a. 04 ca. | Frédérique VANDREPOTE |
| | A 203 | ha. 54 a. 39 ca. | |
| ZC 37 | 1 ha. 06 a. 10 ca. | | |

Superficie totale : 84 ha 37 a 96 ca

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le 11/12/2016, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisé avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Vous serez informé de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,
l'adjoint à la Chef du service de l'économie agricole,



Sylvain BRESSON

*(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance
Soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture.
Soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent*



PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le **13 SEP. 2016**

*Service de l'économie agricole
Unité entreprises et foncier agricoles*

Monsieur Bruno VANUXEEM
66 rue du Quesne
62840 FLEURBAIX

Réf : SEA/ND/62-16382
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : contrôle des structures – Accusé réception de dossier complet

Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter concernant la reprise d'une superficie supplémentaire dont les parcelles sont détaillées ci-dessous, provenant de l'exploitation de Madame Jacqueline BECUE BARON de SAILLY-SUR-LA-LYS.

| Communes | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|-------------------|------------------------|---------------|--|
| SAILLY-SUR-LA-LYS | AX 20 | ha 49 a 04 ca | Jacqueline BECUE à SAILLY-SUR-LA-LYS |

Superficie totale : ha 49 a 04 ca

Votre dossier est enregistré complet le 09/08/2016 sous le numéro 62-16382.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'Administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite, soit le 10/12/2016, conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisé avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie des communes où sont situés les biens ainsi que sur le site de la Préfecture.

Un courrier vous informant de la date d'examen de votre dossier vous sera envoyé en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,
la Chef du Service de l'économie agricole,



Mathilde GUERAND

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance :
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.



PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

Direction départementale
des territoires et de la mer du Pas-de-Calais

Arras, le **09 SEP. 2016**

Service de l'économie agricole
Unité entreprises et foncier agricoles

EARL DE LA FERME DES LIONS
(Madame Chantal ROZÉ
et Monsieur Nicolas ROZÉ)
390 rue A et G PARMENTIER
62850 LICQUES

Réf : SEA/ND/62-16378
Affaire suivie par : Nicolas DELPOUVE
DDTM-SEA-EFA@pas-de-calais.gouv.fr
Tél. 03 21 50 30 50 – Fax : 03 21 50 33 90

Objet : **contrôle des structures – Demande d'autorisation d'exploiter**
accusé-réception du dossier complet

Madame, Monsieur,

Conformément à l'article L. 331-2 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), j'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé auprès de mes services portant sur l'agrandissement de votre exploitation par reprise des parcelles listées ci-dessous.

| COMMUNES | Références cadastrales | Superficie | Exploitant antérieur ou Preneur en place |
|----------|--|--|--|
| LICQUES | C 32 C 35 C 36 D 188 D 192 D 590 D 920 | ha 68 a 05 ca ha 24 a 10 ca ha 18 a 50 ca ha 51 a 80 ca 1 ha 05 a 60 ca ha 3 a 27 ca ha 21 a 68 ca | Jean-François DEBONNE à LICQUES |

Votre dossier est enregistré complet le 09/08/2016 sous le numéro 62-16378.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier, des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter les-dites parcelles avant le délai impartit à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois à compter de la date d'enregistrement susmentionnée, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite soit le 10/12/2016 conformément à l'article R. 331-6 du CRPM. (1)

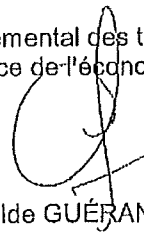
Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article, dans ce cas, vous en serez avisés avant la date citée ci-dessus.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie de la commune où sont situées les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informés de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,
la Chef du Service de l'économie agricole,



Mathilde GUÉRAND

*(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa naissance,
- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture,
- soit directement ou après le recours administratif susmentionné, par un recours juridictionnel devant le tribunal administratif territorialement compétent.*

ARRETE N°DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/418 PORTANT MODIFICATION DE LA DOTATION ANNUELLE DE FINANCEMENT APPLICABLE EN 2016 AU GROUPE HOSPITALIER DE LOOS HAUBOURDIN (FINESS N° 590053120)

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret n°2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 10 novembre 2016 portant nomination de Mme Monique Ricomes en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France (ARS) ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2009 fixant les montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant les arrêtés du 26 février 2016 fixant pour l'année 2016 :
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant détermination pour 2016 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation exercées par les établissements de santé mentionnés aux a, b, c et d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale dans le cadre de leurs activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 12 mai 2016 modifié fixant, pour l'année 2016, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale et à l'article 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de

financement de la sécurité sociale pour 2016, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2016/172 du 12 mai 2016 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2016 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé de la région (PRS) Nord – Pas-de-Calais, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par le directeur général de l'agence régionale de santé Nord – Pas-de-Calais le 31 décembre 2011 ;

Vu la décision portant délégations de signature de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France du 1er décembre 2016 ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – La dotation annuelle de financement allouée au Groupe Hospitalier de LOOS HAUBOURDIN au titre de l'exercice 2016 est fixée à **8 361 255 €**.

Elle se décompose de la façon suivante :

| | | | | | | | |
|-------------------|-------------|------|-------------|--------|-------------|---------|-----------|
| - TOTAL MIG SSR : | 16 741 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 16 741 €) |
| - Phase 1 : | 8 354 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 8 354 €) |
| - Phase 2 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 0 €) |
| - Phase 3 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 0 €) |
| - Phase 4 : | 8 387 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 8 387 €) |
| - Phase 5 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 0 €) |
| - TOTAL DAF : | 8 344 514 € | (R : | 8 356 626 € | / NR : | - 12 112 €) | | |
| - Total DAF SSR : | 8 344 514 € | (R : | 8 356 626 € | / NR : | - 12 112 €) | | |
| - Phase 1 : | 8 578 264 € | (R : | 8 616 689 € | / NR : | - 38 425 €) | | |
| - Phase 2 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 3 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 4 : | - 250 000 € | (R : | - 250 000 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 5 : | 16 250 € | (R : | - 10 063 € | / NR : | 26 313 €) | | |

Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des dotations ainsi notifiées.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Lille-Douai sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **30 DEC, 2016**

Pour la Directrice Générale
et par délégation,

Le Directeur de l'Offre de Soins :

Serge MORAIS

Groupe Hospitalier de LOOS HAUBOURDIN
n° FINESS 590053120
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/418

- TOTAL MIG SSR : 16 741 €

| | |
|-------------|---------|
| - Phase 1 : | 8 354 € |
| - Phase 2 : | 0 € |
| - Phase 3 : | 0 € |
| - Phase 4 : | 8 387 € |
| - Phase 5 : | 0 € |

- TOTAL DAF SSR : 8 344 514 €

| | |
|-------------|-------------|
| - Phase 1 : | 8 578 264 € |
| - Phase 2 : | 0 € |
| - Phase 3 : | 0 € |
| - Phase 4 : | - 250 000 € |
| - Phase 5 : | 16 250 € |

- Mesures SSR reductibles : - 10 063 €

- Mesure d'ajustement - débasage au titre des MO : - 10 063 €

- Mesures SSR non reductibles : 26 313 €

- Molécules onéreuses : 10 063 €

- Dégel partiel des mises en réserve : 16 250 €

- TOTAL DAF : 8 344 514 €

- Total DAF reductible : 8 356 626 €

- Total DAF non reductible : - 12 112 €

- TOTAL GENERAL : 8 361 255 €

| | |
|-------------|-------------|
| - Phase 1 : | 8 586 618 € |
| - Phase 2 : | 0 € |
| - Phase 3 : | 0 € |
| - Phase 4 : | - 241 613 € |
| - Phase 5 : | 16 250 € |

ARRETE N°DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/386 PORTANT MODIFICATION DE LA DOTATION ANNUELLE DE FINANCEMENT APPLICABLE EN 2016 AU GROUPE HOSPITALIER DE SECLIN CARVIN (FINESS N° 590780227)

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret n°2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 10 novembre 2016 portant nomination de Mme Monique Ricomes en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France (ARS) ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2009 fixant les montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant les arrêtés du 26 février 2016 fixant pour l'année 2016 :
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant détermination pour 2016 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation exercées par les établissements de santé mentionnés aux a, b, c et d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale dans le cadre de leurs activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 12 mai 2016 modifié fixant, pour l'année 2016, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale et à l'article 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de

financement de la sécurité sociale pour 2016, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2016/172 du 12 mai 2016 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2016 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé de la région (PRS) Nord – Pas-de-Calais, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par le directeur général de l'agence régionale de santé Nord – Pas-de-Calais le 31 décembre 2011 ;

Vu la décision portant délégations de signature de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France du 1er décembre 2016 ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – La dotation annuelle de financement allouée au Groupe Hospitalier de SECLIN CARVIN au titre de l'exercice 2016 est fixée à **15 326 491 €**.

Elle se décompose de la façon suivante :

| | | | | | |
|--------------------|-------------|------|--------------|--------|-----------------------------|
| - TOTAL FORFAITS : | 2 489 181 € | | | | |
| - Phase 1 : | 2 489 181 € | | | | |
| - Phase 2 : | 0 € | | | | |
| - Phase 3 : | 0 € | | | | |
| - Phase 4 : | 0 € | | | | |
| - Phase 5 : | 0 € | | | | |
| - TOTAL MIGAC : | 1 020 079 € | (R : | 124 538 € | / NR : | 82 240 € / JPE : 813 301 €) |
| - Total MIG : | 912 841 € | (R : | 67 300 € | / NR : | 32 240 € / JPE : 813 301 €) |
| - Phase 1 : | 693 908 € | (R : | 67 300 € | / NR : | 0 € / JPE : 626 608 €) |
| - Phase 2 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € / JPE : 0 €) |
| - Phase 3 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € / JPE : 0 €) |
| - Phase 4 : | 218 933 € | (R : | 0 € | / NR : | 32 240 € / JPE : 186 693 €) |
| - Phase 5 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € / JPE : 0 €) |
| - Total AC : | 107 238 € | (R : | 57 238 € | / NR : | 50 000 €) |
| - Phase 1 : | 107 238 € | (R : | 57 238 € | / NR : | 50 000 €) |
| - Phase 2 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) |
| - Phase 3 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) |
| - Phase 4 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) |
| - Phase 5 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) |
| - TOTAL DAF : | 9 982 339 € | (R : | 9 984 329 € | / NR : | - 1 990 €) |
| - Total DAF SSR : | 9 982 339 € | (R : | 9 984 329 € | / NR : | - 1 990 €) |
| - Phase 1 : | 9 982 684 € | (R : | 10 008 408 € | / NR : | - 25 724 €) |
| - Phase 2 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) |
| - Phase 3 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) |
| - Phase 4 : | - 20 375 € | (R : | - 20 375 € | / NR : | 0 €) |
| - Phase 5 : | 20 030 € | (R : | - 3 704 € | / NR : | 23 734 €) |
| - TOTAL USLD : | 1 834 892 € | (R : | 1 834 892 € | / NR : | 0 €) |
| - Phase 1 : | 1 834 892 € | (R : | 1 834 892 € | / NR : | 0 €) |
| - Phase 2 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) |
| - Phase 3 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) |
| - Phase 4 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) |
| - Phase 5 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) |

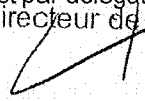
Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des dotations ainsi notifiées.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Lille-Douai sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 30 DEC. 2016

Pour la Directrice Générale
et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Soins



Serge MORAIS

Groupe Hospitalier de SECLIN CARVIN
n° FINESS 590780227
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/386

- TOTAL FORFAITS : 2 489 181 €

| | |
|-------------|-------------|
| - Phase 1 : | 2 489 181 € |
| - Phase 2 : | 0 € |
| - Phase 3 : | 0 € |
| - Phase 4 : | 0 € |
| - Phase 5 : | 0 € |

- TOTAL MIG : 912 841 €

| | |
|-------------|-----------|
| - Phase 1 : | 693 908 € |
| - Phase 2 : | 0 € |
| - Phase 3 : | 0 € |
| - Phase 4 : | 218 933 € |
| - Phase 5 : | 0 € |

- TOTAL AC : 107 238 €

| | |
|-------------|-----------|
| - Phase 1 : | 107 238 € |
| - Phase 2 : | 0 € |
| - Phase 3 : | 0 € |
| - Phase 4 : | 0 € |
| - Phase 5 : | 0 € |

- TOTAL MIGAC : 1 020 079 €

| | |
|------------------------------------|-----------|
| - Total MIGAC reconductibles : | 124 538 € |
| - Total MIGAC non reconductibles : | 82 240 € |
| - Total JPE : | 813 301 € |

- TOTAL DAF SSR : 9 982 339 €

| | |
|-------------|-------------|
| - Phase 1 : | 9 982 684 € |
| - Phase 2 : | 0 € |
| - Phase 3 : | 0 € |
| - Phase 4 : | - 20 375 € |

- Phase 5 : 20 030 €
- Mesures SSR reconductibles : - 3 704 €
 - Mesure d'ajustement - débasage au titre des MO : - 3 704 €
- Mesures SSR non reconductibles : 23 734 €
 - Molécules onéreuses : 3 704 €
 - Dégel partiel des mises en réserve : 20 030 €

| |
|---|
| <p>- TOTAL DAF : 9 982 339 €</p> <p>- Total DAF reconductible : 9 984 329 €</p> <p>- Total DAF non reconductible : - 1 990 €</p> |
|---|

- TOTAL USLD : 1 834 892 €

- Phase 1 : 1 834 892 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 0 €
- Phase 5 : 0 €

- TOTAL GENERAL : 15 326 491 €

- Phase 1 : 15 107 903 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 198 558 €
- Phase 5 : 20 030 €

ARRETE N°DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/507 PORTANT MODIFICATION DE LA DOTATION ANNUELLE DE FINANCEMENT APPLICABLE EN 2016 AU GCS DU GPT DES HOPITAUX DE L'ICL (FINESS N° 590051801)

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

- Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;
- Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants ;
- Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- Vu la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;
- Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;
- Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- Vu le décret n°2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;
- Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;
- Vu le décret du 10 novembre 2016 portant nomination de Mme Monique Ricomes en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France (ARS) ;
- Vu l'arrêté du 23 décembre 2009 fixant les montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;
- Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;
- Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant les arrêtés du 26 février 2016 fixant pour l'année 2016 :
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
 - la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
 - l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;
- Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant détermination pour 2016 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation exercées par les établissements de santé mentionnés aux a, b, c et d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale dans le cadre de leurs activités de soins de suite et de réadaptation ;
- Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 12 mai 2016 modifié fixant, pour l'année 2016, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale et à l'article 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de

financement de la sécurité sociale pour 2016, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2016/172 du 12 mai 2016 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2016 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé de la région (PRS) Nord – Pas-de-Calais, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par le directeur général de l'agence régionale de santé Nord – Pas-de-Calais le 31 décembre 2011 ;

Vu la décision portant délégations de signature de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France du 1er décembre 2016 ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – La dotation annuelle de financement allouée au GCS du GPT Des Hôpitaux de L'ICL au titre de l'exercice 2016 est fixée à **29 121 468 €**.

Elle se décompose de la façon suivante :

| | | | | | |
|--------------------|--------------|------|-------------|--------|---------------------------------|
| - TOTAL FORFAITS : | 4 675 413 € | | | | |
| - Phase 1 : | 4 675 413 € | | | | |
| - Phase 2 : | 0 € | | | | |
| - Phase 3 : | 0 € | | | | |
| - Phase 4 : | 0 € | | | | |
| - Phase 5 : | 0 € | | | | |
| - TOTAL MIGAC : | 15 212 160 € | (R : | 1 028 952 € | / NR : | 631 195 € / JPE : 13 552 013 €) |
| - Total MIG : | 14 570 612 € | (R : | 982 376 € | / NR : | 36 223 € / JPE : 13 552 013 €) |
| - Phase 1 : | 12 189 914 € | (R : | 982 376 € | / NR : | 0 € / JPE : 11 207 538 €) |
| - Phase 2 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € / JPE : 0 €) |
| - Phase 3 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € / JPE : 0 €) |
| - Phase 4 : | 1 285 537 € | (R : | 0 € | / NR : | 36 223 € / JPE : 1 249 314 €) |
| - Phase 5 : | 1 095 161 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € / JPE : 1 095 161 €) |
| - Total AC : | 641 548 € | (R : | 46 576 € | / NR : | 594 972 €) |
| - Phase 1 : | 214 745 € | (R : | 46 576 € | / NR : | 168 169 €) |
| - Phase 2 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) |
| - Phase 3 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) |
| - Phase 4 : | 9 600 € | (R : | 0 € | / NR : | 9 600 €) |
| - Phase 5 : | 417 203 € | (R : | 0 € | / NR : | 417 203 €) |
| - TOTAL DAF : | 9 233 895 € | (R : | 9 235 337 € | / NR : | - 1 442 €) |
| - Total DAF SSR : | 3 861 029 € | (R : | 3 865 473 € | / NR : | - 4 444 €) |
| - Phase 1 : | 4 305 100 € | (R : | 4 327 401 € | / NR : | - 22 301 €) |
| - Phase 2 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) |
| - Phase 3 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) |
| - Phase 4 : | - 448 000 € | (R : | - 448 000 € | / NR : | 0 €) |
| - Phase 5 : | 3 929 € | (R : | - 13 928 € | / NR : | 17 857 €) |
| - Total DAF PSY : | 5 372 866 € | (R : | 5 369 864 € | / NR : | 3 002 €) |
| - Phase 1 : | 5 362 089 € | (R : | 5 369 864 € | / NR : | - 7 775 €) |
| - Phase 2 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) |
| - Phase 3 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) |
| - Phase 4 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) |
| - Phase 5 : | 10 777 € | (R : | 0 € | / NR : | 10 777 €) |

Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des dotations ainsi notifiées.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Lille-Douai sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 30 Décembre 2016

Pour la Directrice Générale
et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Soins

Serge MORAIS

GCS du GPT Des Hôpitaux de L'ICL
n° FINESS 590051801
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/507

- TOTAL FORFAITS : 4 675 413 €

- Phase 1 : 4 675 413 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 0 €
- Phase 5 : 0 €

- TOTAL MIG : 14 570 612 €

- Phase 1 : 12 189 914 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 1 285 537 €
- Phase 5 : 1 095 161 €

- Mesures MIG JPE : 1 095 161 €

- Primoprescription en chimiothérapie orale : 3 690 €
- Financement des missions d'enseignement et de recherche, de référence et d'innovation – Part variable :
 - Financement des maîtres de stages - stages extrahospitaliers des étudiants 2ème cycle : 13 159 €
 - Financement des maîtres de stages - indemnité formation : 3 450 €
 - Financement des étudiants 2ème cycle stages extrahospitaliers : 50 802 €
 - Financement des étudiants 2ème cycle stages hospitaliers - 10 oct 2016 - 31 déc 2016 : 363 102 €
 - Financement des étudiants indemnité forfaitaire de transport - stages hospitaliers > 15 km du CHU période octobre à décembre 2016 : 143 616 €
 - Financement des étudiants indemnité forfaitaire de transport - stages ambulatoires > 15 km du CHU : 44 039 €
 - Financement des étudiants maïeutiques stages hospitaliers : 40 959 €
 - Les médicaments bénéficiant ou ayant bénéficié d'une autorisation temporaire d'utilisation (ATU) en attente de leur agrément - 3^{ème} trimestre 2016 juillet à septembre inclus : 323 454 €
 - Qualité et performance de la recherche biomédicale à promotion industrielle : 57 429 €
 - Le financement des activités de recours exceptionnel : 1 461 €
 - PHRCN – projet Sunstar – porteur Tristan Pascart – tranche 1/5 : 50 000 €

- TOTAL AC : 641 548 €

- Phase 1 : 214 745 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 9 600 €
- Phase 5 : 417 203 €

- Mesures AC non reconductibles : 417 203 €
 - Soutien exceptionnel aux établissements en difficulté : 253 000 €
 - Compensation au titre des MERRI : 151 820 €
 - Soutien ponctuel aux établissements HAD : 12 383 €

- TOTAL MIGAC : 15 212 160 €
 - Total MIGAC reconductibles : 1 028 952 €
 - Total MIGAC non reconductibles : 631 195 €
 - Total JPE : 13 552 013 €

- TOTAL DAF SSR : 3 861 029 €

- Phase 1 : 4 305 100 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : - 448 000 €
- Phase 5 : 3 929 €

- Mesures SSR reconductibles : - 13 928 €
 - Mesure d'ajustement - débasage au titre des MO : - 13 928 €
- Mesures SSR non reconductibles : 17 857 €
 - Molécules onéreuses : 9 192 €
 - Dégel partiel des mises en réserve : 8 665 €

- TOTAL DAF PSY : 5 372 866 €

- Phase 1 : 5 362 089 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 0 €
- Phase 5 : 10 777 €

- Mesures PSY non reconductibles : 10 777 €
 - Dégel partiel des mises en réserve : 10 777 €

- TOTAL DAF : 9 233 895 €
 - Total DAF reconductible : 9 235 337 €
 - Total DAF non reconductible : - 1 442 €

- TOTAL GENERAL : 29 121 468 €

- Phase 1 : 26 747 261 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 847 137 €
- Phase 5 : 1 527 070 €

**ARRETE N°DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/323 PORTANT MODIFICATION DU MONTANT DE L'ENVELOPPE MIGAC
APPLICABLE EN 2016 A L' HOPITAL A DOMICILE DU DOUAISIS (FLERS EN ESCREBIEUX) (FINESS N° 590032108)**

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret n°2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 10 novembre 2016 portant nomination de Mme Monique Ricomes en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France (ARS) ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2009 fixant les montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant les arrêtés du 26 février 2016 fixant pour l'année 2016 :
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant détermination pour l'année 2016 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation exercées par les établissements de santé mentionnés aux a, b, c et d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale dans le cadre de leurs activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 12 mai 2016 modifié fixant, pour l'année 2016, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale et à l'article 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de

financement de la sécurité sociale pour 2016, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2016/172 du 12 mai 2016 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2016 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé de la région (PRS) Nord – Pas-de-Calais, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par le directeur général de l'agence régionale de santé Nord – Pas-de-Calais le 31 décembre 2011 ;

Vu la décision portant délégations de signature de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France du 1er décembre 2016 ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – La dotation annuelle de financement allouée à l' Hôpital à domicile du DOUAISIS (Flers en Escrebieux) au titre de l'exercice 2016 est fixée à **155 613 €**.

Elle se décompose de la façon suivante :

| | | | | | | | |
|-----------------|-----------|------|-----|--------|------------|---------|------|
| - TOTAL MIGAC : | 155 613 € | (R : | 0 € | / NR : | 155 613 € | / JPE : | 0 €) |
| - Total MIG : | 0 € | | | | | | |
| - Total AC : | 155 613 € | (R : | 0 € | / NR : | 155 613 €) | | |
| - Phase 1 : | 36 237 € | (R : | 0 € | / NR : | 36 237 €) | | |
| - Phase 2 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 3 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 4 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 5 : | 119 376 € | (R : | 0 € | / NR : | 119 376 €) | | |

Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des dotations ainsi notifiées.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Lille-Douai sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **30 DEC. 2016**

Pour la Directrice Générale
et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Soins


Serge MORAIS

Hôpital à domicile du DOUAISIS (Flers en Escrebieux)
n° FINESS 590032108
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/323

- TOTAL AC : 155 613 €

- Phase 1 : 36 237 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 0 €
- Phase 5 : 119 376 €

- Mesures AC non reconductibles : 119 376 €

- Compensation CICE - Janvier - Février 2016 : 15 755 €
- Compensation CICE - Mars à Décembre 2016 : 85 921 €
- Soutien aux établissements HAD : 17 700 €

- TOTAL MIGAC : 155 613 €

- Total MIGAC reconductibles : 0 €
- Total MIGAC non reconductibles : 155 613 €
- Total JPE : 0 €

- TOTAL GENERAL : 155 613 €

- Phase 1 : 36 237 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 0 €
- Phase 5 : 119 376 €

**ARRETE N°DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/451 PORTANT MODIFICATION DU MONTANT DE L'ENVELOPPE MIGAC
APPLICABLE EN 2016 A L' HOPITAL PRIVE LA LOUVIERE - LILLE (FINESS N° 590780383)**

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret n°2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 10 novembre 2016 portant nomination de Mme Monique Ricomes en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France (ARS) ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2009 fixant les montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant les arrêtés du 26 février 2016 fixant pour l'année 2016 :
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant détermination pour 2016 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation exercées par les établissements de santé mentionnés aux a, b, c et d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale dans le cadre de leurs activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 12 mai 2016 modifié fixant, pour l'année 2016, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale et à l'article 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de

financement de la sécurité sociale pour 2016, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2016/172 du 12 mai 2016 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2016 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé de la région (PRS) Nord – Pas-de-Calais, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par le directeur général de l'agence régionale de santé Nord – Pas-de-Calais le 31 décembre 2011 ;

Vu la décision portant délégations de signature de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France du 1er décembre 2016 ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – La dotation annuelle de financement allouée à l' Hôpital privé La Louvière - Lille au titre de l'exercice 2016 est fixée à **63 109 €**.

Elle se décompose de la façon suivante :

| | | | | | | | |
|-----------------|----------|------|----------|--------|------|---------|-----------|
| - TOTAL MIGAC : | 63 109 € | (R : | 10 231 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 52 878 €) |
| - Total MIG : | 52 878 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 52 878 €) |
| - Phase 1 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 0 €) |
| - Phase 2 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 0 €) |
| - Phase 3 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 0 €) |
| - Phase 4 : | 19 304 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 19 304 €) |
| - Phase 5 : | 33 574 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 33 574 €) |
| - Total AC : | 10 231 € | (R : | 10 231 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 1 : | 10 231 € | (R : | 10 231 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 2 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 3 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 4 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 5 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |

Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des dotations ainsi notifiées.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Lille-Douai sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **30 DEC. 2016**

Pour la Directrice Générale
et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Soins:


Serge MORAIS

Hôpital privé La Louvière - Lille
n° FINESS 590780383
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/451

- TOTAL MIG : 52 878 €

- Phase 1 : 0 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 19 304 €
- Phase 5 : 33 574 €

- Mesures MIG JPE : 33 574 €

- Primoprescription en chimiothérapie orale : 2 250 €
- Financement des missions d'enseignement et de recherche, de référence et d'innovation – Part variable :
 - Les médicaments bénéficiant ou ayant bénéficié d'une autorisation temporaire d'utilisation (ATU) en attente de leur agrément - 3^{ème} trimestre 2016 juillet à septembre inclus : 15 494 €
 - Le financement des activités de recours exceptionnel : 15 830 €

- TOTAL AC : 10 231 €

- Phase 1 : 10 231 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 0 €
- Phase 5 : 0 €

- TOTAL MIGAC : 63 109 €

- Total MIGAC reconductibles : 10 231 €
- Total MIGAC non reconductibles : 0 €
- Total JPE : 52 878 €

- TOTAL GENERAL : 63 109 €

- Phase 1 : 10 231 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 19 304 €
- Phase 5 : 33 574 €

ARRETE N°DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/433 PORTANT MODIFICATION DE LA DOTATION ANNUELLE DE FINANCEMENT APPLICABLE EN 2016 A LA PLAINE DE SCARPE LALLAING (FINESS N° 590790473)

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret n°2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 10 novembre 2016 portant nomination de Mme Monique Ricomes en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France (ARS) ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2009 fixant les montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant les arrêtés du 26 février 2016 fixant pour l'année 2016 :

- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant détermination pour 2016 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation exercées par les établissements de santé mentionnés aux a, b, c et d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale dans le cadre de leurs activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 12 mai 2016 modifié fixant, pour l'année 2016, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale et à l'article 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de

financement de la sécurité sociale pour 2016, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2016/172 du 12 mai 2016 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2016 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé de la région (PRS) Nord – Pas-de-Calais, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par le directeur général de l'agence régionale de santé Nord – Pas-de-Calais le 31 décembre 2011 ;

Vu la décision portant délégations de signature de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France du 1er décembre 2016 ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – La dotation annuelle de financement allouée à La PLAINE de SCARPE LALLAING au titre de l'exercice 2016 est fixée à **3 836 940 €**.

Elle se décompose de la façon suivante :

| | | | | | |
|-------------------|-------------|------|-------------|--------|-------------|
| - TOTAL DAF : | 3 836 940 € | (R : | 3 793 237 € | / NR : | 43 703 €) |
| - Total DAF SSR : | 3 836 940 € | (R : | 3 793 237 € | / NR : | 43 703 €) |
| - Phase 1 : | 3 779 330 € | (R : | 3 796 570 € | / NR : | - 17 240 €) |
| - Phase 2 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) |
| - Phase 3 : | 50 000 € | (R : | 0 € | / NR : | 50 000 €) |
| - Phase 4 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) |
| - Phase 5 : | 7 610 € | (R : | - 3 333 € | / NR : | 10 943 €) |

Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des dotations ainsi notifiées.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Lille-Douai sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **30 DEC. 2016**

Pour la Directrice Générale
et par délégation,

Le Directeur de l'Offre de Soins

Serge MORAIS

La PLAINE de SCARPE LALLAING
n° FINESS 590790473
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/433

- TOTAL DAF SSR : 3 836 940 €

- Phase 1 : 3 779 330 €

- Phase 2 : 0 €

- Phase 3 : 50 000 €

- Phase 4 : 0 €

- Phase 5 : 7 610 €

- Mesures SSR reconductibles : - 3 333 €

- Mesure d'ajustement - débasage au titre des MO : - 3 333 €

- Mesures SSR non reconductibles : 10 943 €

- Molécules onéreuses : 3 333 €

- Dégel partiel des mises en réserve : 7 610 €

- TOTAL DAF : 3 836 940 €

- Total DAF reconductible : 3 793 237 €

- Total DAF non reconductible : 43 703 €

- TOTAL GENERAL : 3 836 940 €

- Phase 1 : 3 779 330 €

- Phase 2 : 0 €

- Phase 3 : 50 000 €

- Phase 4 : 0 €

- Phase 5 : 7 610 €

ARRETE N°DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/384 PORTANT MODIFICATION DE LA DOTATION ANNUELLE DE FINANCEMENT APPLICABLE EN 2016 A LA MAISON MEDICALE JEAN XXIII (FINESS N° 590049565)

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

- Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;
- Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants ;
- Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- Vu la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;
- Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;
- Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- Vu le décret n°2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;
- Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;
- Vu le décret du 10 novembre 2016 portant nomination de Mme Monique Ricomes en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France (ARS) ;
- Vu l'arrêté du 23 décembre 2009 fixant les montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;
- Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;
- Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant les arrêtés du 26 février 2016 fixant pour l'année 2016 :
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
 - la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
 - l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;
- Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant détermination pour 2016 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation exercées par les établissements de santé mentionnés aux a, b, c et d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale dans le cadre de leurs activités de soins de suite et de réadaptation ;
- Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 12 mai 2016 modifié fixant, pour l'année 2016, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale et à l'article 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de

financement de la sécurité sociale pour 2016, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2016/172 du 12 mai 2016 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2016 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé de la région (PRS) Nord – Pas-de-Calais, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par le directeur général de l'agence régionale de santé Nord – Pas-de-Calais le 31 décembre 2011 ;

Vu la décision portant délégations de signature de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France du 1er décembre 2016 ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – La dotation annuelle de financement allouée à la Maison Médicale JEAN XXIII au titre de l'exercice 2016 est fixée à **5 342 326 €**.

Elle se décompose de la façon suivante :

| | | | | | | | |
|-------------------|-------------|------|-------------|--------|-------------|---------|-----------|
| - TOTAL MIGAC : | 39 364 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 39 364 €) |
| - Total MIG : | 39 364 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 39 364 €) |
| - Phase 1 : | 27 354 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 27 354 €) |
| - Phase 2 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 0 €) |
| - Phase 3 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 0 €) |
| - Phase 4 : | 12 010 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 12 010 €) |
| - Phase 5 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 0 €) |
| - Total AC : | 0 € | | | | | | |
| - TOTAL DAF : | 5 302 962 € | (R : | 5 312 178 € | / NR : | - 9 216 €) | | |
| - Total DAF SSR : | 5 302 962 € | (R : | 5 312 178 € | / NR : | - 9 216 €) | | |
| - Phase 1 : | 5 350 300 € | (R : | 5 371 522 € | / NR : | - 21 222 €) | | |
| - Phase 2 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 3 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 4 : | - 56 000 € | (R : | - 56 000 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 5 : | 8 662 € | (R : | - 3 344 € | / NR : | 12 006 €) | | |

Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des dotations ainsi notifiées.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Lille-Douai sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **30 DEC. 2016**

Pour la Directrice Générale
et par délégation,

Le Directeur de l'Offre de Soins

Serge MORAIS

Maison Médicale JEAN XXIII
n° FINESS 590049565
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/384

- TOTAL MIG : 39 364 €

- Phase 1 : 27 354 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 12 010 €
- Phase 5 : 0 €

- TOTAL MIGAC : 39 364 €

- Total MIGAC reconductibles : 0 €
- Total MIGAC non reconductibles : 0 €
- Total JPE : 39 364 €

- TOTAL DAF SSR : 5 302 962 €

- Phase 1 : 5 350 300 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : - 56 000 €
- Phase 5 : 8 662 €

- Mesures SSR reconductibles : - 3 344 €
 - Mesure d'ajustement - débasage au titre des MO : - 3 344 €
- Mesures SSR non reconductibles : 12 006 €
 - Molécules onéreuses : 2 207 €
 - Dégel partiel des mises en réserve : 9 799 €

- TOTAL DAF : 5 302 962 €

- Total DAF reconductible : 5 312 178 €
- Total DAF non reconductible : - 9 216 €

- TOTAL GENERAL : 5 342 326 €

- Phase 1 : 5 377 654 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : - 43 990 €
- Phase 5 : 8 662 €

ARRETE N°DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/429 PORTANT MODIFICATION DE LA DOTATION ANNUELLE DE FINANCEMENT APPLICABLE EN 2016 A L' HOPITAL DE JOUR DE LA M.G.E.N. (FINESS N° 590785341)

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret n°2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 10 novembre 2016 portant nomination de Mme Monique Ricomes en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France (ARS) ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2009 fixant les montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant les arrêtés du 26 février 2016 fixant pour l'année 2016 :
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant détermination pour 2016 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation exercées par les établissements de santé mentionnés aux a, b, c et d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale dans le cadre de leurs activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 12 mai 2016 modifié fixant, pour l'année 2016, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale et à l'article 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de

financement de la sécurité sociale pour 2016, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2016/172 du 12 mai 2016 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2016 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé de la région (PRS) Nord – Pas-de-Calais, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par le directeur général de l'agence régionale de santé Nord – Pas-de-Calais le 31 décembre 2011 ;

Vu la décision portant délégations de signature de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France du 1er décembre 2016 ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – La dotation annuelle de financement allouée à l' Hôpital de Jour de la M.G.E.N. au titre de l'exercice 2016 est fixée à **2 012 387 €**.

Elle se décompose de la façon suivante :

| | | | | | |
|-------------------|-------------|------|-------------|--------|-------------|
| - TOTAL DAF : | 2 012 387 € | (R : | 2 018 778 € | / NR : | - 6 391 €) |
| - Total DAF PSY : | 2 012 387 € | (R : | 2 018 778 € | / NR : | - 6 391 €) |
| - Phase 1 : | 2 008 336 € | (R : | 2 018 778 € | / NR : | - 10 442 €) |
| - Phase 2 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) |
| - Phase 3 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) |
| - Phase 4 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) |
| - Phase 5 : | 4 051 € | (R : | 0 € | / NR : | 4 051 €) |

Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des dotations ainsi notifiées.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Lille-Douai sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **30 DEC. 2016**

Pour la Directrice Générale
et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Soins


Serge MORAIS

Hôpital de Jour de la M.G.E.N.
n° FINESS 590785341
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/429

- TOTAL DAF PSY : 2 012 387 €

- Phase 1 : 2 008 336 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 0 €
- Phase 5 : 4 051 €

- Mesures PSY non reconductibles : 4 051 €

- Dégel partiel des mises en réserve : 4 051 €

- TOTAL DAF : 2 012 387 €

- Total DAF reconductible : 2 018 778 €

- Total DAF non reconductible : - 6 391 €

- TOTAL GENERAL : 2 012 387 €

- Phase 1 : 2 008 336 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 0 €
- Phase 5 : 4 051 €

**ARRETE N°DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/449 PORTANT MODIFICATION DU MONTANT DE L'ENVELOPPE MIGAC
APPLICABLE EN 2016 A LA POLYCLINIQUE DU BOIS - LILLE (FINESS N° 590780268)**

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret n°2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 10 novembre 2016 portant nomination de Mme Monique Ricomes en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France (ARS) ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2009 fixant les montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant les arrêtés du 26 février 2016 fixant pour l'année 2016 :
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant détermination pour 2016 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation exercées par les établissements de santé mentionnés aux a, b, c et d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale dans le cadre de leurs activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 12 mai 2016 modifié fixant, pour l'année 2016, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale et à l'article 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de

financement de la sécurité sociale pour 2016, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2016/172 du 12 mai 2016 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2016 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé de la région (PRS) Nord – Pas-de-Calais, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par le directeur général de l'agence régionale de santé Nord – Pas-de-Calais le 31 décembre 2011 ;

Vu la décision portant délégations de signature de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France du 1er décembre 2016 ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – La dotation annuelle de financement allouée à la Polyclinique du Bois - Lille au titre de l'exercice 2016 est fixée à **461 620 €**.

Elle se décompose de la façon suivante :

| | | | | | | | |
|-----------------|-----------|------|-----------|--------|------|---------|------------|
| - TOTAL MIGAC : | 461 620 € | (R : | 204 052 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 257 568 €) |
| - Total MIG : | 430 718 € | (R : | 173 150 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 257 568 €) |
| - Phase 1 : | 355 963 € | (R : | 173 150 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 182 813 €) |
| - Phase 2 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 0 €) |
| - Phase 3 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 0 €) |
| - Phase 4 : | 8 010 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 8 010 €) |
| - Phase 5 : | 66 745 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 66 745 €) |
| - Total AC : | 30 902 € | (R : | 30 902 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 1 : | 30 902 € | (R : | 30 902 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 2 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 3 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 4 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 5 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |

Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des dotations ainsi notifiées.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Lille-Douai sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **30 DEC. 2016**

Pour la Directrice Générale
et par délégation,

Le Directeur de l'Offre de Soins

Serge MORAIS

Polyclinique du Bois - Lille
n° FINESS 590780268
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/449

- TOTAL MIG : 430 718 €

- Phase 1 : 355 963 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 8 010 €
- Phase 5 : 66 745 €

- Mesures MIG JPE : 66 745 €

- Financement des missions d'enseignement et de recherche, de référence et d'innovation – Part variable :
 - Le financement des activités de recours exceptionnel : 66 745 €

- TOTAL AC : 30 902 €

- Phase 1 : 30 902 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 0 €
- Phase 5 : 0 €

- TOTAL MIGAC : 461 620 €

- Total MIGAC reconductibles : 204 052 €
- Total MIGAC non reconductibles : 0 €
- Total JPE : 257 568 €

- TOTAL GENERAL : 461 620 €

- Phase 1 : 386 865 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 8 010 €
- Phase 5 : 66 745 €

**ARRETE N°DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/325 PORTANT MODIFICATION DU MONTANT DE L'ENVELOPPE MIGAC
APPLICABLE EN 2016 A SANTELYS CENTRE D'AUTODIALYSE FACHES-THUMESNIL (FINESS N° 590035200)**

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret n°2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 10 novembre 2016 portant nomination de Mme Monique Ricomes en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France (ARS) ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2009 fixant les montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant les arrêtés du 26 février 2016 fixant pour l'année 2016 :

- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant détermination pour l'année 2016 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation exercées par les établissements de santé mentionnés aux a, b, c et d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale dans le cadre de leurs activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 12 mai 2016 modifié fixant, pour l'année 2016, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale et à l'article 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de

financement de la sécurité sociale pour 2016, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2016/172 du 12 mai 2016 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2016 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé de la région (PRS) Nord – Pas-de-Calais, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par le directeur général de l'agence régionale de santé Nord – Pas-de-Calais le 31 décembre 2011 ;

Vu la décision portant délégations de signature de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France du 1er décembre 2016 ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – La dotation annuelle de financement allouée à SANTELYS Centre d'autodialyse FACHES-THUMESNIL au titre de l'exercice 2016 est fixée à **15 516 €**.

Elle se décompose de la façon suivante :

| | | | | | | | |
|-----------------|----------|------|-----|--------|-----------|---------|------|
| - TOTAL MIGAC : | 15 516 € | (R : | 0 € | / NR : | 15 516 € | / JPE : | 0 €) |
| - Total MIG : | 0 € | | | | | | |
| - Total AC : | 15 516 € | (R : | 0 € | / NR : | 15 516 €) | | |
| - Phase 1 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 2 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 3 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 4 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 5 : | 15 516 € | (R : | 0 € | / NR : | 15 516 €) | | |

Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des dotations ainsi notifiées.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Lille-Douai sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 30 DEC. 2016

Pour la Directrice Générale
et par délégation,

Le Directeur de l'Offre de Soins

Serge MORAIS

SANTELYS Centre d'autodialyse FACHES-THUMESNIL
n° FINESS 590035200
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/325

- TOTAL AC : 15 516 €

- Phase 1 : €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 0 €
- Phase 5 : 15 516 €

- Mesures AC non reconductibles : 15 516 €

- Compensation CICE - Janvier - Février 2016 : 2 290 €
- Compensation CICE - Mars à Décembre 2016 : 13 226 €

- TOTAL MIGAC : 15 516 €

- Total MIGAC reconductibles : 0 €
- Total MIGAC non reconductibles : 15 516 €
- Total JPE : 0 €

- TOTAL GENERAL : 15 516 €

- Phase 1 : €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 0 €
- Phase 5 : 15 516 €

**ARRETE N°DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/343 PORTANT MODIFICATION DU MONTANT DE L'ENVELOPPE MIGAC
APPLICABLE EN 2016 A SANTELYS DIALYSE A DOMICILE (FINESS N° 590784914)**

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret n°2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 10 novembre 2016 portant nomination de Mme Monique Ricomes en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France (ARS) ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2009 fixant les montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant les arrêtés du 26 février 2016 fixant pour l'année 2016 :
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant détermination pour l'année 2016 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation exercées par les établissements de santé mentionnés aux a, b, c et d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale dans le cadre de leurs activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 12 mai 2016 modifié fixant, pour l'année 2016, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale et à l'article 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de

financement de la sécurité sociale pour 2016, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2016/172 du 12 mai 2016 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2016 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé de la région (PRS) Nord – Pas-de-Calais, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par le directeur général de l'agence régionale de santé Nord – Pas-de-Calais le 31 décembre 2011 ;

Vu la décision portant délégations de signature de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France du 1er décembre 2016 ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – La dotation annuelle de financement allouée à SANTELYS Dialyse à domicile au titre de l'exercice 2016 est fixée à **142 285 €**.

Elle se décompose de la façon suivante :

| | | | | | | | |
|-----------------|-----------|------|-----|--------|------------|---------|------|
| - TOTAL MIGAC : | 142 285 € | (R : | 0 € | / NR : | 142 285 € | / JPE : | 0 €) |
| - Total MIG : | 0 € | | | | | | |
| - Total AC : | 142 285 € | (R : | 0 € | / NR : | 142 285 €) | | |
| - Phase 1 : | 5 581 € | (R : | 0 € | / NR : | 5 581 €) | | |
| - Phase 2 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 3 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 4 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 5 : | 136 704 € | (R : | 0 € | / NR : | 136 704 €) | | |

Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des dotations ainsi notifiées.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Lille-Douai sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 30 DEC. 2016

Pour la Directrice Générale
et par délégation,

Le Directeur de l'Offre de Soins



Serge Lemaire

SANTELYS Dialyse à domicile
n° FINESS 590784914
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/343

- TOTAL AC : 142 285 €

- Phase 1 : 5 581 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 0 €
- Phase 5 : 136 704 €

- Mesures AC non reconductibles : 136 704 €

- Compensation CICE - Janvier - Février 2016 : 21 179 €
- Compensation CICE - Mars à Décembre 2016 : 115 525 €

- TOTAL MIGAC : 142 285 €
- Total MIGAC reconductibles : 0 €
- Total MIGAC non reconductibles : 142 285 €
- Total JPE : 0 €

- TOTAL GENERAL : 142 285 €

- Phase 1 : 5 581 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 0 €
- Phase 5 : 136 704 €

**ARRETE N°DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/329 PORTANT MODIFICATION DU MONTANT DE L'ENVELOPPE MIGAC
APPLICABLE EN 2016 A SANTELYS UNITE DE DIALYSE DE LA BASSÉE (FINESS N° 590040325)**

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret n°2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 10 novembre 2016 portant nomination de Mme Monique Ricomes en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France (ARS) ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2009 fixant les montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant les arrêtés du 26 février 2016 fixant pour l'année 2016 :
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant détermination pour l'année 2016 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation exercées par les établissements de santé mentionnés aux a, b, c et d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale dans le cadre de leurs activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 12 mai 2016 modifié fixant, pour l'année 2016, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale et à l'article 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de

financement de la sécurité sociale pour 2016, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2016/172 du 12 mai 2016 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2016 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé de la région (PRS) Nord – Pas-de-Calais, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par le directeur général de l'agence régionale de santé Nord – Pas-de-Calais le 31 décembre 2011 ;

Vu la décision portant délégations de signature de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France du 1er décembre 2016 ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – La dotation annuelle de financement allouée à SANTELYS Unité de dialyse de LA BASSÉE au titre de l'exercice 2016 est fixée à **13 178 €**.

Elle se décompose de la façon suivante :

| | | | | | | | |
|-----------------|----------|------|-----|--------|-----------|---------|------|
| - TOTAL MIGAC : | 13 178 € | (R : | 0 € | / NR : | 13 178 € | / JPE : | 0 €) |
| - Total MIG : | 0 € | | | | | | |
| - Total AC : | 13 178 € | (R : | 0 € | / NR : | 13 178 €) | | |
| - Phase 1 : | 661 € | (R : | 0 € | / NR : | 661 €) | | |
| - Phase 2 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 3 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 4 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 5 : | 12 517 € | (R : | 0 € | / NR : | 12 517 €) | | |

Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des dotations ainsi notifiées.

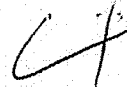
Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Lille-Douai sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 30 DEC. 2016

Pour la Directrice Générale
et par délégation,

Le Directeur de l'Offre de Soins



Serge MORAIS

SANTELYS Unité de dialyse de LA BASSÉE
n° FINESS 590040325
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/329

- TOTAL AC : 13 178 €

- Phase 1 : 661 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 0 €
- Phase 5 : 12 517 €

- Mesures AC non reductibles : 12 517 €

- Compensation CICE - Janvier - Février 2016 : 1 797 €
- Compensation CICE - Mars à Décembre 2016 : 10 720 €

- TOTAL MIGAC : 13 178 €
- Total MIGAC reductibles : 0 €
- Total MIGAC non reductibles : 13 178 €
- Total JPE : 0 €

- TOTAL GENERAL : 13 178 €

- Phase 1 : 661 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 0 €
- Phase 5 : 12 517 €

**ARRETE N°DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/322 PORTANT MODIFICATION DU MONTANT DE L'ENVELOPPE MIGAC
APPLICABLE EN 2016 A SANTELYS UNITE DE DIALYSE DE LOOS (FINESSE N° 590031738)**

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

- Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;
- Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants ;
- Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- Vu la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;
- Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;
- Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- Vu le décret n°2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;
- Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;
- Vu le décret du 10 novembre 2016 portant nomination de Mme Monique Ricomes en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France (ARS) ;
- Vu l'arrêté du 23 décembre 2009 fixant les montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;
- Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;
- Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant les arrêtés du 26 février 2016 fixant pour l'année 2016 :
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;
- Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant détermination pour l'année 2016 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation exercées par les établissements de santé mentionnés aux a, b, c et d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale dans le cadre de leurs activités de soins de suite et de réadaptation ;
- Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 12 mai 2016 modifié fixant, pour l'année 2016, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale et à l'article 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de

financement de la sécurité sociale pour 2016, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2016/172 du 12 mai 2016 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2016 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé de la région (PRS) Nord – Pas-de-Calais, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par le directeur général de l'agence régionale de santé Nord – Pas-de-Calais le 31 décembre 2011 ;

Vu la décision portant délégations de signature de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France du 1er décembre 2016 ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – La dotation annuelle de financement allouée à SANTELYS Unité de dialyse de LOOS au titre de l'exercice 2016 est fixée à **27 287 €**.

Elle se décompose de la façon suivante :

| | | | | | | | |
|-----------------|----------|------|-----|--------|-----------|---------|------|
| - TOTAL MIGAC : | 27 287 € | (R : | 0 € | / NR : | 27 287 € | / JPE : | 0 €) |
| - Total MIG : | 0 € | | | | | | |
| - Total AC : | 27 287 € | (R : | 0 € | / NR : | 27 287 €) | | |
| - Phase 1 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 2 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 3 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 4 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 5 : | 27 287 € | (R : | 0 € | / NR : | 27 287 €) | | |

Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des dotations ainsi notifiées.

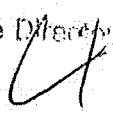
Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Lille-Douai sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **30 DEC. 2016**

Pour la Directrice Générale
et par délégation,

Le Directeur de l'Offre de Soins


Serge MORAIS

SANTELYS Unité de dialyse de LOOS
n° FINESS 590031738
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/322

- TOTAL AC : 27 287 €

- Phase 1 : €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 0 €
- Phase 5 : 27 287 €

- Mesures AC non reproductibles : 27 287 €

- Compensation CICE - Janvier - Février 2016 : 3 473 €
- Compensation CICE - Mars à Décembre 2016 : 23 814 €

- TOTAL MIGAC : 27 287 €

- Total MIGAC reproductibles : 0 €
- Total MIGAC non reproductibles : 27 287 €
- Total JPE : 0 €

- TOTAL GENERAL : 27 287 €

- Phase 1 : €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 0 €
- Phase 5 : 27 287 €

**ARRETE N°DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/346 PORTANT MODIFICATION DU MONTANT DE L'ENVELOPPE MIGAC
APPLICABLE EN 2016 A SANTELYS HAD LILLE METROPOLE (FINESS N° 590812509)**

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret n°2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 10 novembre 2016 portant nomination de Mme Monique Ricomes en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France (ARS) ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2009 fixant les montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant les arrêtés du 26 février 2016 fixant pour l'année 2016 :

- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant détermination pour l'année 2016 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation exercées par les établissements de santé mentionnés aux a, b, c et d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale dans le cadre de leurs activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 12 mai 2016 modifié fixant, pour l'année 2016, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale et à l'article 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de

financement de la sécurité sociale pour 2016, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2016/172 du 12 mai 2016 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2016 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé de la région (PRS) Nord – Pas-de-Calais, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par le directeur général de l'agence régionale de santé Nord – Pas-de-Calais le 31 décembre 2011 ;

Vu la décision portant délégations de signature de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France du 1er décembre 2016 ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – La dotation annuelle de financement allouée à SANTELYS HAD Lille Métropole au titre de l'exercice 2016 est fixée à **135 514 €**.

Elle se décompose de la façon suivante :

| | | | | | | | |
|-----------------|-----------|------|-----|--------|------------|---------|------|
| - TOTAL MIGAC : | 135 514 € | (R : | 0 € | / NR : | 135 514 € | / JPE : | 0 €) |
| - Total MIG : | 0 € | | | | | | |
| - Total AC : | 135 514 € | (R : | 0 € | / NR : | 135 514 €) | | |
| - Phase 1 : | 17 362 € | (R : | 0 € | / NR : | 17 362 €) | | |
| - Phase 2 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 3 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 4 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 5 : | 118 152 € | (R : | 0 € | / NR : | 118 152 €) | | |

Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des dotations ainsi notifiées.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Lille-Douai sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **30 DEC. 2016**

Pour la Directrice Générale
et par délégation,

Le Directeur de l'Offre de Soins

Serge MORAIS

SANTELYS HAD Lille Métropole
n° FINESS 590812509
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/346

- TOTAL AC : 135 514 €

- Phase 1 : 17 362 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 0 €
- Phase 5 : 118 152 €

- Mesures AC non reductibles : 118 152 €

- Compensation CICE - Janvier - Février 2016 : 9 286 €
- Compensation CICE - Mars à Décembre 2016 : 93 087 €
- Soutien aux établissements HAD : 15 779 €

- TOTAL MIGAC : 135 514 €

- Total MIGAC reductibles : 0 €
- Total MIGAC non reductibles : 135 514 €
- Total JPE : 0 €

- TOTAL GENERAL : 135 514 €

- Phase 1 : 17 362 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 0 €
- Phase 5 : 118 152 €

**ARRETE N°DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/347 PORTANT MODIFICATION DU MONTANT DE L'ENVELOPPE MIGAC
APPLICABLE EN 2016 A SANTELYS CENTRE D'AUTODIALYSE DE MONS EN BAROEUL (FINESS N° 590813341)**

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret n°2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 10 novembre 2016 portant nomination de Mme Monique Ricomes en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France (ARS) ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2009 fixant les montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant les arrêtés du 26 février 2016 fixant pour l'année 2016 :

- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant détermination pour l'année 2016 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation exercées par les établissements de santé mentionnés aux a, b, c et d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale dans le cadre de leurs activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 12 mai 2016 modifié fixant, pour l'année 2016, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale et à l'article 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de

financement de la sécurité sociale pour 2016, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2016/172 du 12 mai 2016 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2016 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé de la région (PRS) Nord – Pas-de-Calais, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par le directeur général de l'agence régionale de santé Nord – Pas-de-Calais le 31 décembre 2011 ;

Vu la décision portant délégations de signature de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France du 1er décembre 2016 ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – La dotation annuelle de financement allouée à SANTELYS Centre d'autodialyse de MONS EN BAROEUL au titre de l'exercice 2016 est fixée à **7 135 €**. Elle se décompose de la façon suivante :

| | | | | | | | |
|-----------------|---------|------|-----|--------|---------|---------|------|
| - TOTAL MIGAC : | 7 135 € | (R : | 0 € | / NR : | 7 135 € | / JPE : | 0 €) |
| - Total MIG : | 0 € | | | | | | |
| - Total AC : | 7 135 € | (R : | 0 € | / NR : | 7 135 € | | |
| - Phase 1 : | 127 € | (R : | 0 € | / NR : | 127 € | | |
| - Phase 2 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | | |
| - Phase 3 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | | |
| - Phase 4 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | | |
| - Phase 5 : | 7 008 € | (R : | 0 € | / NR : | 7 008 € | | |

Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des dotations ainsi notifiées.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Lille-Douai sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **30 DEC. 2016**

Pour la Directrice Générale
et par délégation,

Le Directeur de l'Offre de Soins

Serge MORAIS

SANTELYS Centre d'autodialyse de MONS EN BAROEUL
n° FINESS 590813341
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/347

- TOTAL AC : 7 135 €

- Phase 1 : 127 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 0 €
- Phase 5 : 7 008 €

- Mesures AC non reconductibles : 7 008 €

- Compensation CICE - Janvier - Février 2016 : 1 191 €
- Compensation CICE - Mars à Décembre 2016 : 5 817 €

- TOTAL MIGAC : 7 135 €

- Total MIGAC reconductibles : 0 €
- Total MIGAC non reconductibles : 7 135 €
- Total JPE : 0 €

- TOTAL GENERAL : 7 135 €

- Phase 1 : 127 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 0 €
- Phase 5 : 7 008 €

**ARRETE N°DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/340 PORTANT MODIFICATION DU MONTANT DE L'ENVELOPPE MIGAC
APPLICABLE EN 2016 A SANTELYS UNITE D'AUTODIALYSE FLERS/ESCREBIEUX (FINESS N° 590047361)**

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret n°2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 10 novembre 2016 portant nomination de Mme Monique Ricomes en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France (ARS) ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2009 fixant les montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant les arrêtés du 26 février 2016 fixant pour l'année 2016 :
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant détermination pour l'année 2016 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation exercées par les établissements de santé mentionnés aux a, b, c et d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale dans le cadre de leurs activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 12 mai 2016 modifié fixant, pour l'année 2016, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale et à l'article 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de

financement de la sécurité sociale pour 2016, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2016/172 du 12 mai 2016 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2016 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé de la région (PRS) Nord – Pas-de-Calais, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par le directeur général de l'agence régionale de santé Nord – Pas-de-Calais le 31 décembre 2011 ;

Vu la décision portant délégations de signature de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France du 1er décembre 2016 ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – La dotation annuelle de financement allouée à SANTELYS Unité d'autodialyse FLERS/ESCREBIEUX au titre de l'exercice 2016 est fixée à **11 101 €**. Elle se décompose de la façon suivante :

| | | | | | | | |
|-----------------|----------|------|-----|--------|-----------|---------|------|
| - TOTAL MIGAC : | 11 101 € | (R : | 0 € | / NR : | 11 101 € | / JPE : | 0 €) |
| - Total MIG : | 0 € | | | | | | |
| - Total AC : | 11 101 € | (R : | 0 € | / NR : | 11 101 €) | | |
| - Phase 1 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 2 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 3 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 4 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 5 : | 11 101 € | (R : | 0 € | / NR : | 11 101 €) | | |

Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des dotations ainsi notifiées.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Lille-Douai sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **30 DEC. 2016**

Pour la Directrice Générale
et par délégation,

Le Directeur de l'Offre de Soins



Derge MORAIS

SANTELYS Unité d'autodialyse FLERS/ESCREBIEUX
n° FINESS 590047361
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/340

- TOTAL AC : 11 101 €

- Phase 1 : €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 0 €
- Phase 5 : 11 101 €

- Mesures AC non reductibles : 11 101 €

- Compensation CICE - Janvier - Février 2016 : 1 092 €
- Compensation CICE - Mars à Décembre 2016 : 10 009 €

- TOTAL MIGAC : 11 101 €

- Total MIGAC reductibles : 0 €
- Total MIGAC non reductibles : 11 101 €
- Total JPE : 0 €

- TOTAL GENERAL : 11 101 €

- Phase 1 : €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 0 €
- Phase 5 : 11 101 €

**ARRETE N°DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/332 PORTANT MODIFICATION DU MONTANT DE L'ENVELOPPE MIGAC
APPLICABLE EN 2016 A SANTELYS UNITE DE DIALYSE DE LILLE (FINESS N° 590044640)**

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret n°2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 10 novembre 2016 portant nomination de Mme Monique Ricomes en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France (ARS) ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2009 fixant les montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant les arrêtés du 26 février 2016 fixant pour l'année 2016 :
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant détermination pour l'année 2016 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation exercées par les établissements de santé mentionnés aux a, b, c et d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale dans le cadre de leurs activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 12 mai 2016 modifié fixant, pour l'année 2016, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale et à l'article 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de

financement de la sécurité sociale pour 2016, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2016/172 du 12 mai 2016 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2016 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé de la région (PRS) Nord – Pas-de-Calais, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par le directeur général de l'agence régionale de santé Nord – Pas-de-Calais le 31 décembre 2011 ;

Vu la décision portant délégations de signature de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France du 1er décembre 2016 ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – La dotation annuelle de financement allouée à SANTELYS Unité de dialyse de LILLE au titre de l'exercice 2016 est fixée à **20 193 €**.

Elle se décompose de la façon suivante :

| | | | | | | | |
|-----------------|----------|------|-----|--------|-----------|---------|------|
| - TOTAL MIGAC : | 20 193 € | (R : | 0 € | / NR : | 20 193 € | / JPE : | 0 €) |
| - Total MIG : | 0 € | | | | | | |
| - Total AC : | 20 193 € | (R : | 0 € | / NR : | 20 193 €) | | |
| - Phase 1 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 2 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 3 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 4 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 5 : | 20 193 € | (R : | 0 € | / NR : | 20 193 €) | | |

Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des dotations ainsi notifiées.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Lille-Douai sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **30 DEC. 2016**

Pour la Directrice Générale
et par délégation,

Le Directeur de l'Offre de Soins

Serge MORAIS

SANTELYS Unité de dialyse de LILLE
n° FINESS 590044640
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/332

- TOTAL AC : 20 193 €

- Phase 1 : €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 0 €
- Phase 5 : 20 193 €

- Mesures AC non reproductibles : 20 193 €

- Compensation CICE - Janvier - Février 2016 : 2 834 €
- Compensation CICE - Mars à Décembre 2016 : 17 359 €

- TOTAL MIGAC : 20 193 €

- Total MIGAC reproductibles : 0 €
- Total MIGAC non reproductibles : 20 193 €
- Total JPE : 0 €

- TOTAL GENERAL : 20 193 €

- Phase 1 : €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 0 €
- Phase 5 : 20 193 €

**ARRETE N°DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/334 PORTANT MODIFICATION DU MONTANT DE L'ENVELOPPE MIGAC
APPLICABLE EN 2016 A SANTELYS UNITE DE DIALYSE DE PONT-A-MARCQ (FINESS N° 590045951)**

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret n°2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 10 novembre 2016 portant nomination de Mme Monique Ricomes en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France (ARS) ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2009 fixant les montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant les arrêtés du 26 février 2016 fixant pour l'année 2016 :
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant détermination pour l'année 2016 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation exercées par les établissements de santé mentionnés aux a, b, c et d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale dans le cadre de leurs activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 12 mai 2016 modifié fixant, pour l'année 2016, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale et à l'article 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de

financement de la sécurité sociale pour 2016, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2016/172 du 12 mai 2016 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2016 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé de la région (PRS) Nord – Pas-de-Calais, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par le directeur général de l'agence régionale de santé Nord – Pas-de-Calais le 31 décembre 2011 ;

Vu la décision portant délégations de signature de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France du 1er décembre 2016 ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – La dotation annuelle de financement allouée à SANTELYS Unité de dialyse de PONT-A-MARCQ au titre de l'exercice 2016 est fixée à **16 264 €**. Elle se décompose de la façon suivante :

| | | | | | | | |
|-----------------|----------|------|-----|--------|-----------|---------|------|
| - TOTAL MIGAC : | 16 264 € | (R : | 0 € | / NR : | 16 264 € | / JPE : | 0 €) |
| - Total MIG : | 0 € | | | | | | |
| - Total AC : | 16 264 € | (R : | 0 € | / NR : | 16 264 €) | | |
| - Phase 1 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 2 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 3 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 4 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 5 : | 16 264 € | (R : | 0 € | / NR : | 16 264 €) | | |

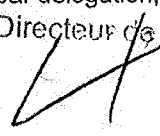
Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des dotations ainsi notifiées.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Lille-Douai sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **30 DEC. 2016**

Pour la Directrice Générale
et par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Soins


Serge MORAIS

SANTELYS Unité de dialyse de PONT-A-MARCQ
n° FINESS 590045951
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/334

- TOTAL AC : 16 264 €

- Phase 1 : €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 0 €
- Phase 5 : 16 264 €

- Mesures AC non reconductibles : 16 264 €

- Compensation CICE - Janvier - Février 2016 : 2 003 €
- Compensation CICE - Mars à Décembre 2016 : 14 261 €

- TOTAL MIGAC : 16 264 €

- Total MIGAC reconductibles : 0 €
- Total MIGAC non reconductibles : 16 264 €
- Total JPE : 0 €

- TOTAL GENERAL : 16 264 €

- Phase 1 : €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 0 €
- Phase 5 : 16 264 €

ARRETE N°DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/417 PORTANT MODIFICATION DE LA DOTATION ANNUELLE DE FINANCEMENT APPLICABLE EN 2016 A L' UGECAM NORD - PAS-DE-CALAIS PICARDIE (FINESS N° 590039863)

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret n°2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 10 novembre 2016 portant nomination de Mme Monique Ricomes en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France (ARS) ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2009 fixant les montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant les arrêtés du 26 février 2016 fixant pour l'année 2016 :
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant détermination pour 2016 de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation exercées par les établissements de santé mentionnés aux a, b, c et d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale dans le cadre de leurs activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 12 mai 2016 modifié fixant, pour l'année 2016, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale et à l'article 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de

financement de la sécurité sociale pour 2016, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2016/172 du 12 mai 2016 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2016 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé de la région (PRS) Nord – Pas-de-Calais, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par le directeur général de l'agence régionale de santé Nord – Pas-de-Calais le 31 décembre 2011 ;

Vu la décision portant délégations de signature de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France du 1er décembre 2016 ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – La dotation annuelle de financement allouée à l' UGECAM Nord - Pas-de-Calais Picardie au titre de l'exercice 2016 est fixée à **22 379 734 €**.

Elle se décompose de la façon suivante :

| | | | | | | | |
|-------------------|--------------|------|--------------|--------|--------------|---------|-----------|
| - TOTAL MIG SSR : | 56 720 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 56 720 €) |
| - Phase 1 : | 56 720 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 56 720 €) |
| - Phase 2 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 0 €) |
| - Phase 3 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 0 €) |
| - Phase 4 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 0 €) |
| - Phase 5 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € | / JPE : | 0 €) |
| - TOTAL DAF : | 22 323 014 € | (R : | 22 005 311 € | / NR : | 317 703 €) | | |
| - Total DAF SSR : | 13 562 753 € | (R : | 13 217 231 € | / NR : | 345 522 €) | | |
| - Phase 1 : | 12 950 676 € | (R : | 12 769 958 € | / NR : | 180 718 €) | | |
| - Phase 2 : | 360 000 € | (R : | 0 € | / NR : | 360 000 €) | | |
| - Phase 3 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 4 : | - 250 000 € | (R : | - 250 000 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 5 : | 502 077 € | (R : | 697 273 € | / NR : | - 195 196 €) | | |
| - Total DAF PSY : | 8 760 261 € | (R : | 8 788 080 € | / NR : | - 27 819 €) | | |
| - Phase 1 : | 8 742 624 € | (R : | 8 788 080 € | / NR : | - 45 456 €) | | |
| - Phase 2 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 3 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 4 : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) | | |
| - Phase 5 : | 17 637 € | (R : | 0 € | / NR : | 17 637 €) | | |

Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des dotations ainsi notifiées.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Lille-Douai sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 30 Décembre 2016

Pour la Directrice Générale
et par délégation,

Le Directeur de l'Offre de Soins

Serge MORAIS

UGECAM Nord - Pas-de-Calais Picardie
n° FINESS 590039863
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/ALLOC/CB/2016/417

- TOTAL MIG SSR : 56 720 €

- Phase 1 : 56 720 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 0 €
- Phase 5 : 0 €

- TOTAL DAF SSR : 13 562 753 €

- Phase 1 : 12 950 676 €
- Phase 2 : 360 000 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : - 250 000 €
- Phase 5 : 502 077 €

- Mesures SSR reconductibles : 697 273 €
 - Mesure d'ajustement - débasage au titre des MO : - 2 727 €
 - Rebasage DAF suite à la correction des consommations de MO : 700 000 €
- Mesures SSR non reconductibles : -195 196 €
 - Molécules onéreuses : -222 273 €
 - Dégel partiel des mises en réserve : 27 077 €

- TOTAL DAF PSY : 8 760 261 €

- Phase 1 : 8 742 624 €
- Phase 2 : 0 €
- Phase 3 : 0 €
- Phase 4 : 0 €
- Phase 5 : 17 637 €

- Mesures PSY non reconductibles : 17 637 €
 - Dégel partiel des mises en réserve : 17 637 €

- TOTAL DAF : 22 323 014 €
- Total DAF reconductible : 22 005 311 €
- Total DAF non reconductible : 317 703 €

- TOTAL GENERAL : 22 379 734 €

- Phase 1 : 21 750 020 €

- Phase 2 : 360 000 €

- Phase 3 : 0 €

- Phase 4 : - 250 000 €

- Phase 5 : 519 714 €